



Rapport Financier Annuel
31 décembre 2020

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport de gestion au 31 décembre 2020.....	4
1. Evénements importants survenus en 2020	
2. Activité et situation du Groupe en 2020	
3. Activité et situation de la Société en 2020	
4. Informations juridiques	
5. Autres informations	
 <i>Annexe 1 : Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise</i>	
 <i>Annexe 2 : Rapport du Conseil d'Administration relatif aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société</i>	
III. Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020.....	46
- Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019	
- Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019	
- Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019	
- Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	
 IV. Comptes statutaires de l'exercice clos le 31 décembre 2020.....	89

StreamWIDE
Société Anonyme au capital de 291.749,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

(La "Société")

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 30 avril 2021

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 291.749,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

**RAPPORT DE GESTION ETABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 25 JUNI 2021**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin (i) de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société StreamWIDE SA (la "**Société**") et du Groupe STREAMWIDE (le "**Groupe**") durant l'exercice clos le 31 décembre 2020 et (ii) de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Lors de sa réunion en date du 17 mars 2021, le conseil d'administration a examiné les comptes annuels de la Société, de ses filiales et les comptes consolidés du Groupe, arrêtés au 31 décembre 2020. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes.

Nous vous rappelons que les autres points inscrits à l'ordre du jour sont développés dans le rapport à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du conseil d'administration.

1. Evénements importants survenus en 2020, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe et de la Société en 2020

1.1 Evénements importants survenus en 2020 au sein du Groupe et de la Société

- Gestion de la crise sanitaire COVID 19 avec déploiement global du Plan de Continuité d'Activité. L'activité du Groupe n'a pas été impactée, en 2020, par la crise sanitaire mondiale actuelle
 - Dès le 17 mars 2020, le télétravail a été mis en place dans toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères (Europe, Afrique, Etats-Unis et Asie), et aucun recours aux mesures de chômage partiel n'a donc été nécessaire ;
 - Les mesures d'aides économiques locales ont été utilisées par le Groupe pour assurer et optimiser les flux financiers court terme (remboursement anticipé du Crédit d'Impôt Recherche 2019 obtenu à hauteur de 0,9 M€, paiement décalé des charges sociales mensuelles, obtention d'un prêt fédéral aux Etats-Unis pour 0,1 M€) ;
 - Coordination globale et locale de l'activité afin d'assurer tous les services du Groupe et de respecter tous ses engagements envers ses clients et partenaires.

- Augmentation des revenus 2020 : +3,7 M€ / +37%

Dans le prolongement de la dynamique engagée depuis 2019 (progression des revenus de +51%), les revenus 2020 progressent une nouvelle fois de façon importante (+37%).

Cette croissance soutenue (+3,7 M€) est essentiellement portée par les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run** (+3,3 M€ en 2020, soit +67%). L'activité plateforme représente fin 2020 près de 60% des revenus annuels du Groupe.

- Augmentation des résultats 2020 : ROC +2,8 M€ / +233% et Résultat net +2,1 M€ / +186%

Le résultat opérationnel avant amortissement (EBITDA) est de 7,6 M€ au 31 décembre 2020 et progresse de 3,1 M€ par rapport à 2019 (+68%). Après prise en compte des amortissements de période, le résultat opérationnel (EBIT) ressort à 4 M€ en progression de 2,8 M€ par rapport à 2019 (+233%). La marge opérationnelle 2020 est de 29% et a été multipliée par 2,4 par rapport à l'exercice 2019. Enfin, le résultat net est bénéficiaire de 2,1 M€ au 31 décembre 2020, en progression de 2,1 M€ par rapport au 31 décembre 2019 (+186%).

- Embauches soutenues : +27 personnes

Ces embauches ont principalement été réalisées au sein de la filiale roumaine (+15 personnes), française (+6 personnes) et tunisienne (+4 personnes) du Groupe.

- Mise en place d'un accord d'intéressement, le 7 juillet 2020, pour la période 2020 à 2022
- Lancement de l'offre API et SDK et développement d'une suite complète d'outils collaboratifs

A travers son SDK, STREAMWIDE permet aux organisations d'intégrer dans leurs applications et outils métier, les fonctionnalités manquantes dont ils auront besoin, sans avoir à les redévelopper et gagner ainsi un temps précieux.

Avec son API Service et son SDK, STREAMWIDE permet aussi à ses clients l'intégration des systèmes tiers pour répondre à leurs besoins métier afin d'apporter, en toute autonomie, les solutions adéquates au bon fonctionnement de leurs organisations.

Team on mission et **Team on the run** bénéficient également maintenant d'un ensemble de nouvelles fonctionnalités :

- *Système avancé de téléphonie* (appels entrants sortants vers l'extérieur, transferts d'appels, appels en attente...), qui permet notamment de remplacer efficacement des systèmes DECT ou de téléphonie fixe, coûteux, peu flexibles et de moins en moins adaptés aux nouveaux défis des entreprises ;
- *Communications unifiées et partagées en temps réel* (audioconférences, vidéoconférences, partages d'écran et tableau blanc), besoins et usages qui se sont affirmés et démultipliés depuis quelques mois, suite aux périodes de confinement et au développement parallèle du télétravail.
- Passage en cotation continue, forte progression du cours de l'action et reclassement des actions auto détenues en juillet 2020
- Obtention d'un Prêt Garantie par l'Etat (2,5 M€) pour l'ensemble du Groupe (1,7 M€ et 0,8 M€ respectivement au niveau des sociétés StreamWIDE SA et StreamWIDE France SAS).

1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe et de la Société

Activité "legacy" historique

Les revenus annuels générés par cette activité en 2020 sont de 5,7 M€ et représentent maintenant 41% des revenus annuels du Groupe.

Le secteur des solutions pour opérateurs de télécommunication reste un marché de niche où des opportunités commerciales ponctuelles, mais significatives, de renouvellement de services peuvent apparaître.

Nouvelles solutions et diversification

Poursuite du fort développement des nouvelles solutions : les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus annuels augmentent de 3,3 M€ représentent maintenant près de 60% (+10 points par rapport à 2019) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de sociétés privées françaises, remportés et déployés en 2020.

L'adéquation des solutions avec les marchés adressés et l'écosystème en place, notamment avec les partenaires et distributeurs du Groupe, lui permettent d'être confiant sur la poursuite, dans les prochains mois, de la dynamique de croissance engagée depuis 2019 et confirmée en 2020.

1.3 Evolution de l'activité du Groupe en 2020

Evolution du chiffre d'affaires

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) augmente de +0,4 M€ et représente encore 41% des revenus annuels (5,7 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,4 M€ sur la période et ressortent à 1,7 M€ en 2020, suite à de nouveaux marchés gagnés notamment au second semestre de l'exercice. Les services "legacy" (1,1 M€) augmentent quant à eux de 0,3 M€ grâce à un nouveau projet avec un opérateur français, client historique du Groupe. Les flux de maintenance liés à ce nouveau contrat sont moins importants que les précédents, mais plus pérennes dans le temps, ce qui explique la diminution de 0,3 M€ du montant global de la maintenance de cette activité, qui ressort à 2,9 M€ au 31 décembre 2020.

Concernant les revenus de l'activité "plateformes" de 8,3 M€ en 2020, les revenus résultant des licences (4,1 M€) et des services (3,9 M€) augmentent respectivement de 1,5 M€ et de 1,6 M€. Les flux de maintenance restent encore peu significatifs (0,3 M€) mais augmentent cependant de façon importante (+0,2 M€) en 2020, comme annoncé dès 2019.

Evolution des résultats

L'augmentation des revenus annuels 2020 (+3,7 M€) impacte directement et positivement le résultat opérationnel courant avant amortissements (7,6 M€, soit 55% des revenus 2020), en progression de +3,1 M€ (+68%). L'augmentation du résultat opérationnel courant avant amortissements (EBITDA) représente ainsi 83% de la hausse des revenus constatée au 31 décembre 2020.

Hors amortissements et après retraitement IFRS 16 des coûts locatifs (-0,6 M€ au titre de 2020 et -0,7 M€ au titre de 2019), les coûts opérationnels ressortent à 6,3 M€ contre 5,7 M€ en 2019. Cette augmentation de 0,6 M€ provient essentiellement de celle de la masse salariale "nette" (+1,2 M€), après activation des frais de développement, et de la diminution des autres charges et charges externes (-0,5 M€). Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits, la masse salariale annuelle (8,7 M€) est en hausse de 1,7 M€, suite à l'embauche de 27 nouveaux collaborateurs (total de 186 personnes au 31 décembre 2020) pour accompagner la croissance. L'augmentation des coûts salariaux reste donc principalement due à l'évolution des effectifs, la rémunération moyenne au sein du Groupe demeurant quasi stable.

Après amortissements, le résultat opérationnel courant ressort à 4 M€, en progression de +2,8 M€ (x3,3) et représente 29% des revenus annuels, contre 12% fin 2019 (+17 points).

Après prise en compte d'un résultat financier négatif (-0,4 M€), marqué par l'évolution négative du taux de change USD/€ au cours de l'exercice 2020, et d'un résultat fiscal négatif (-0,4 M€ suite à l'imposition différée passive nette des frais de développement activés), le résultat net ressort positif à 3,3 M€, en augmentation marquée par rapport à 2019 (x 2,9).

La structure financière du Groupe s'est encore renforcée au 31 décembre 2020, avec des fonds propres qui atteignent 16 M€ et une trésorerie nette significative de +6,4 M€ (hors passifs locatifs), menant le total du bilan à 31 M€ contre 20,3 M€ au 31 décembre 2019.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires augmente de +3,7 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes nettes, y compris les amortissements, augmentent quant à elles de 0,9 M€ sur la période et ressortent à 9,9 M€ :
 - o Diminution des charges externes (-0,2 M€) suite notamment aux effets induits de la crise sanitaire depuis le second trimestre 2020 (diminution des dépenses marketing de -73 K€ car de nombreux salon professionnels n'ont pas eu lieu et diminution de -202 K€ des frais de déplacements, suite à l'annulation des voyages professionnels).
 - o Les charges de personnel, intégrant celle dédiée au développement produits, augmentent sur la période de 1.760 K€ (8,8 M€ contre 7 M€ en 2019) suite aux recrutements effectués en 2020. Celle dédiée au développement augmentant quant à elle de 0,5 M€, l'impact net, après activation des frais de développement est donc une augmentation de 1,2 M€.
 - o Augmentation de 0,3 M€ des amortissements des frais de développement (2,6 M€) sur la période, suite à l'augmentation des frais de développement activés en 2020. Les durées d'amortissement retenues en 2020 restent identiques à celles de l'exercice précédent (3 à 5 ans). Après impact de la norme IFRS 16 "Contrats de location" (amortissement des droits d'usage à hauteur de 0,6 M€), les amortissements 2020 ressortent globalement à 3,6 M€.
- Le résultat financier ressort négatif à -0,4 M€, alors qu'il était quasi nul en 2019 (-23 K€), suite à une évolution négative du taux de change USD/€ au cours de l'exercice 2020. L'application de la norme IFRS16 "Contrats de location" implique une charge financière de 65 K€ contre 56 K€ en 2019.
- Le résultat fiscal est une charge de 377 K€ contre une charge de 50 K€ en 2019. Les impôts exigibles (-102 K€) sont constitués principalement par les retenues à la source comptabilisées par la société américaine du Groupe (38 K€) et par l'impôt société de la filiale roumaine (29 K€). Les effets d'imposition différés (charge de 275 K€) sont négatifs depuis 2020, car le montant net des frais de développement activés (9,7 M€) est maintenant supérieurs aux reports déficitaires Groupe restant à imputer au 31 décembre 2020 (8,7 M€).
- Le résultat net ressort donc positif à +3,2 M€ et en progression marquée (+2,1 M€) par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

1.4 Evolution de l'activité de la Société en 2020

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2020 est de 9.516 K€ contre 6.773 K€ en 2019. Cette augmentation de 2.743 K€ s'explique essentiellement par celle des licences (+1.688 K€) et des prestations de services (+953 K€).

Ces deux évolutions positives proviennent des projets PCSTORM (livraisons et déploiements continus) et du partenariat technologique avec Airbus SLC signé fin 2018 et qui a débuté de façon opérationnelle début 2019.

Les revenus récurrents de maintenance augmentent légèrement sur la période (+222 K€) suite notamment aux nouveaux revenus de maintenance issus des plateformes **team on mission**, déployées depuis quelques mois.

Evolution des résultats

Le résultat net de la Société ressort positif à +2.830 K€ contre un bénéfice de 880 K€ en 2019. Cette progression importante (+1.950 K€) s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- Le résultat d'exploitation, bénéficiaire à hauteur de +959 K€, est en progression de 863 K€. L'augmentation des revenus (+2.743 K€) est compensée en partie par celle des charges externes (+1.648 K€) : augmentation des coûts de structure filiales (+1.370 K€) suite à l'augmentation des effectifs en Roumanie et en Tunisie et appel récurrent à de la sous-traitance (+394 K€) dans le cadre du développement de certains modules spécifiques, implémentés ensuite directement dans les solutions **team on mission** et **team on the run** (module "Field Service Management" en particulier) ;
- Le résultat financier (1.045 K€) augmente de façon significative (+1.097 K€) suite au reclassement, en juillet 2020, des actions auto détenues par la Société et à la plus-value de cession ainsi réalisée (1.143 K€) ;
- Le résultat fiscal d'un montant de +826 K€ (produit d'impôt) est identique à celui constaté en 2019. La Société continue à bénéficier du Crédit d'Impôt Recherche (856 K€ en 2020 contre 820 K€ en 2019) constaté en produit fiscal de période. Les effets de l'intégration fiscale sont négatifs à hauteur de (35) K€ en 2020 alors qu'ils étaient nuls en 2019. Fin 2020, la Société, seule, ne dispose plus de reports déficitaires (contre 1.289 K€ fin 2019) mais ces derniers sont de 8.750 K€ dans le cadre de l'intégration fiscale mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2012 (contre 9.880 K€ fin 2019). La diminution des reports déficitaires, aussi bien avant qu'après intégration fiscale, s'explique par les résultats fiscaux bénéficiaires de la Société et de sa filiale StreamWIDE France.

L'année 2020, comme l'année 2019, est donc principalement marquée par une augmentation significative des revenus, elle-même générée par les nouvelles solutions développées par la Société depuis quelques années. Le contrôle efficace des coûts opérationnels permet au résultat d'exploitation et au résultat net d'être toujours bénéficiaires et d'augmenter encore au 31 décembre 2020 (en ajoutant une plus-value financière conjoncturelle), malgré des frais de développement au sein des filiales (conservés en charges de période au niveau de la Société) qui augmentent (effectifs en hausse) pour porter la croissance à court/moyen terme de l'activité.

2. Activité et situation du Groupe en 2020

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe à fin 2020 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

L'activité du Groupe en 2020 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de 37%, un résultat opérationnel courant positif (+4 M€) en très nette progression (+2,8 M€) et un résultat net bénéficiaire de 3,3 M€, après prise en compte des impacts financiers (-0,4 M€) et fiscaux (-0,4 M€), lui aussi en forte augmentation (+2,2 M€)

- le CA est de 14 M€, en augmentation de 37% (+3,7 M€) par rapport à 2019 ;
- le résultat opérationnel courant est positif de +4 M€ (contre 1,2 M€ en 2019) et,
- le résultat net ressort positif à +3,3 M€ (contre +1,1 M€ en 2019).

Les principales données consolidées au titre de l'exercice 2020 sont les suivantes :

en K€	FY 2020	%CA	FY 2019	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	8 300	59%	4 973	49%	3 327	67%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	5 657	41%	5 236	51%	421	8%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	13 957		10 209		3 748	37%
Charges de Personnel	-4 982	36%	-3 767	37%	-1 215	32%
Charges Externes	-2 112	15%	-2 327	23%	215	-9%
Autres Charges / Produits	764	-5%	412	-4%	352	85%
TOTAL CHARGES avant amortissements	-6 329		-5 682		-647	11%
ROC avant amortissements (*)	7 628	55%	4 527	44%	3 101	68%
Dotations Amortissements et Dépréciations	-3 604		-3 317		-287	9%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)	4 024	29%	1 210	12%	2 814	233%
Autres Charges / Produits opérationnels	-		4		-4	
Charges / Produits financiers	-380		-23		-357	
Charges / Produits d'impôts	-377		-50		-328	
RESULTAT NET	3 267	23%	1 141	11%	2 126	186%

(*) Le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations (EBITDA). Le Résultat Opérationnel Courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT)

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +4 M€ au titre de l'exercice 2020. Il s'établissait à +1,2 M€ au 31 décembre 2019. Retraité de l'impact des amortissements de période (3,6 M€ contre 3,3 M€ en 2019, dont respectivement 2,6 M€ et 2,3 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif de 7,6 M€ contre 4,5 M€ en 2019. A noter que ce résultat tient compte des retraitements liés à IFRS 16 "Contrats de location" à hauteur de 0,6 M€ en 2020 et 0,7 M€ en 2019. Retraité de cet impact, le résultat opérationnel courant avant amortissements est de 7,1 M€ contre 3,8 M€ en 2019, soit une progression de +3,3 M€.

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période, aussi bien au niveau du Groupe (confer note 1.3) que de la Société (confer note 1.4).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats annuels 2020 sont les suivants :

- *les charges de personnel augmentent de 1,2 M€* après activation des frais de développement. Avant cette activation, elles augmentent de 1,7 M€ suite aux nombreuses embauches effectuées au sein du Groupe pendant l'année 2020 (+27 personnes) ;
- *les charges externes diminuent de 0,2 M€* suite à des économies induites par la crise sanitaire depuis mars 2020 (annulation de salons professionnels et absence de déplacements professionnels). Par ailleurs, des honoraires marketing non récurrents avaient été engagés en 2019. Enfin, comme indiqué précédemment, l'impact IFRS16 reste quasi identique entre 2020 et 2019.
- *Les autres charges et produits* enregistrent principalement les reprises des Crédits d'Impôt Recherche, constatées au même rythme que les amortissements comptabilisés (confer règles et méthodes comptables).

La variation des amortissements de période est de +0,3 M€ alors que les reprises de Crédit d'Impôt Recherche sont quasi stables à 0,8 M€ en 2020. L'impact net de ces éléments (hors imposition différée) est le suivant :

- o Exercice 2019 : activation de 3,3 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 2,3 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,7 M€ : impact net en résultat opérationnel de 1,7 M€, en augmentation de 0,4 M€ par rapport à l'exercice 2018.
 - o Exercice 2020 : activation de 4,5 M€ bruts de frais de développement, amortissements à hauteur de 2,6 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,8 M€ : impact net en résultat opérationnel de +2,7 M€, en augmentation de 1 M€ par rapport à l'exercice 2019. Cette évolution s'explique principalement par l'activation de certains frais de développement sous traités depuis 2020 (0,7 M€).
- *L'impact des produits / charges financiers* est négatif et en diminution de -0,4 M€ en 2020, suite à des effets de change USD/€ défavorables tout au long de l'exercice 2020, et à la charge financière (65 K€ en 2020 contre 56 K€ en 2019) liée à l'application de IFRS16 "Contrats de location".
 - *La charge nette d'impôts* est de -0,4 M€ au 31 décembre 2020, en augmentation de -0,3 M€ par rapport à l'exercice précédent. Depuis 2017, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu sur les reports déficitaires du Groupe, au-delà des passifs d'impôts différés issus de l'activation des frais de développement. Fin 2020, la valeur nette des frais de développements activés (9,7 M€) est devenue supérieure aux reports déficitaires restant à imputer (8,7 M€). La position fiscale différée nette est donc un passif d'impôts différés impliquant de fait une charge en résultat. Cette situation s'explique par des frais de développement activés en croissance et par des imputations de reports déficitaires également en augmentation, suite aux résultats fiscaux positifs de période. Par ailleurs, les perspectives de résultat du Groupe dans les prochaines années étant positives, l'activation des reports déficitaires restants est pleinement justifiée. Le résultat fiscal est détaillé ci-dessous :

en M€	FY 2020	FY 2019	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,3	-0,1	-0,2
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,0	0,0	0,0
<i>dont filiales françaises</i>	-	-	-
<i>dont filiales étrangères</i>	-	-	-
Impôts courants	-0,1	-	-0,1
Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts	-0,4	-0,1	-0,3

- o Les impôts courants correspondent à des retenues à la source au niveau de la filiale américaine du Groupe (conservées en charges de période car aucun décaissement d'impôt permettant de les imputer n'a été effectué au titre de 2020) et de l'impôt société peu significatif de la filiale roumaine ;
- o Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement font l'objet d'une charge supplémentaire de 0,3 M€, du fait de l'augmentation, en 2020, des montants activés nets ;
- o Les impôts différés actifs sur reports déficitaires n'évoluent pas en 2020 : aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé en 2020 sur les reports déficitaires de période de la filiale américaine de façon conservatrice, et les sociétés françaises sont bénéficiaires fiscalement au 31 décembre 2020.

Pour mémoire, La Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France SAS, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une nette progression (+2,8 M€) pour s'établir à +4 M€, représentant une marge opérationnelle de 29%, multipliée par 2,4 par rapport à l'exercice précédent. Après prise en compte du résultat financier déficitaire et des impacts fiscaux de -0,4 M€, le résultat net 2020 est un bénéfice de +3,3 M€, lui aussi en augmentation marquée de 2,1 M€ par rapport à celui de 2019.

La situation financière au 31 décembre 2020 est la suivante :

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19	31-déc.-20	31-déc.-19	
Immobilisations incorporelles	9 991	8 091	292	292	Capital social
Immobilisations corporelles	2 287	2 439	12 560	9 988	Primes et réserves
Autres actifs financiers	701	451	-165	-1 604	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	65	145	3 267	1 141	Résultat Part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	13 044	11 126	15 954	9 817	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	282	642	Passifs financiers
Créances clients	6 141	3 279	952	1 270	Passifs locatifs
Autres débiteurs	1 328	952	387	297	Provisions à long terme
Actifs fiscaux	987	916	1 476	1 345	Produits fiscaux différés
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9 536	4 007	201	-	Passifs d'impôts différés
			3 298	3 554	PASSIFS NON COURANTS
			2 885	366	Passifs financiers
			502	417	Passifs locatifs
			7	7	Provisions à court terme
			898	678	Fournisseurs et autres créditeurs
			2 634	1 620	Dettes fiscales et sociales
			738	672	Produits fiscaux différés
			4 119	3 149	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	17 992	9 154	11 784	6 908	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	31 036	20 281	31 036	20 281	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 31 décembre 2020 est de 31 M€. La hausse de 10,7 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 4,5 M€ en valeur brute et 2,6 M€ d'amortissements, soit une augmentation de +1,9 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2019, les montants bruts et nets avaient respectivement varié de +3,3 M€ et +1 M€ ;

Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2019 et ressort à 9,7 M€ en valeur nette cumulée au 31 décembre 2020 ;

- *Augmentation du poste client de 2,8 M€* suite essentiellement à l'augmentation des revenus constatée en 2020 et à des facturations importantes en décembre 2020 envers quelques clients identifiés ;
- *Augmentation des autres débiteurs et des actifs fiscaux de +0,4 M€* : l'évolution des créances fiscales de TVA déductibles et des Crédits d'Impôt Recherche explique cette variation. La créance de CIR 2019 ayant été remboursée en mai 2020 (884 K€), seule la créance provisionnée au titre de 2020 (955 K€) est comptabilisée au 31 décembre 2020 ;
- *Augmentation de la trésorerie (+5,5 M€ par rapport au 31 décembre 2019)* qui s'élève à 9,5 M€ au 31 décembre 2020, hors dettes financières. L'augmentation de la trésorerie provient de la hausse des revenus, des résultats et d'une bonne tenue du BFR en 2020.

Les investissements effectués dans le développement des nouvelles solutions sont restés soutenus (flux d'investissement net de -4,4 M€) mais toujours inférieurs à la capacité d'autofinancement positive du Groupe (+6,1 M€ et en augmentation de +2,1 M€ par rapport à 2019). Enfin, les flux de financement sont positifs de +4,4 M€ suite essentiellement à l'obtention d'un PGE de 2,5 M€ à l'été 2020 et au reclassement d'actions auto détenues en juillet 2020 (+2,6 M€). Le remboursement annuel de l'emprunt obligataire envers le GIAC reste de -0,4 M€ annuel.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres (+6,2 M€)*, suite essentiellement aux résultats nets positifs de 2020 (+3,3 M€) et 2019 (+1,1 M€), et au reclassement d'actions auto détenues effectués en juillet 2020 (+1,5 M€) ;
- *Augmentation des passifs financiers courants et non courants (+2,1 M€)* suite aux remboursements de l'emprunt obligataire effectués en 2020 (-0,4 M€) et à l'obtention d'un PGE à l'été 2020 (+2,5 M€). Le PGE est classé en passifs financiers non courants car le Groupe va, d'ici fin avril 2021, opter pour un remboursement en 5 ans ;
- *Diminution des dettes locatives non courantes (1,5 M€) et courantes (0,5 M€)* suite à l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" et à l'évolution dans le temps du droit d'usage ;
- *Augmentation des dettes d'exploitation (+1,2 M€)* suite à l'évolution de l'activité en 2020 (dettes fournisseurs et dettes de TVA collectée en progression) et à l'augmentation de la masse salariale et des dettes sociales (cotisations quatrième trimestre 2020 réglées en janvier 2021) sous-jacentes ;
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus (4,1 M€ et progression de +1 M€)*, qui enregistrent comme les années précédentes les facturations effectuées en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance). Ces comptes de régularisation sont récurrents du fait des règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe et des jalons contractuels de facturation.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	FY 2020	FY 2019	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	5 445	6 748	-1 303
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-4 351	-2 843	-1 508
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	4 435	-2 562	6 997
Variation de trésorerie	5 529	1 343	4 186

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+5,5 M€) et en diminution de -1,3 M€ par rapport à 2019 (variation du BFR de -0,6 M€ en 2020 contre +2,7 M€ en 2019) dans un contexte d'augmentation des résultats et des revenus. La capacité d'autofinancement du Groupe ressort à +6,1 M€ et augmente de 2,1 M€ par rapport à 2019.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés sur l'exercice. Le remboursement de la créance CIR 2019 intervenu en mai 2020 (+884 K€) permet de compenser en partie les investissements réalisés dans le développement des nouvelles solutions (4,5 M€, incluant 0,7 M€ de dépenses de sous traitance, contre 3,3 M€ en 2019).

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement (+4,4 M€) correspondent structurellement aux paiements du capital et des intérêts liés à l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,4 M€) mais enregistrent également en 2020 le reclassement des actions auto détenues (2,6 M€) et l'obtention d'un PGE de 2,5 M€ à l'été 2020. Par ailleurs, l'impact de la norme IFRS 16 "Contrats de location" induit une diminution des dettes locatives (-0,2 M€) et des intérêts financiers liés (-0,1 M€)

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2019 : l'augmentation de la trésorerie (+5,5 M€) constatée en 2020 s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 5,5 M€ (-1,3 M€ par rapport à l'exercice 2019) suite à l'augmentation du résultat net 2020 (+2,1 M€) et à un impact maîtrisé, mais négatif, du besoin en fonds de roulement (+0,6 M€) alors que l'impact était très positif en 2019 (variation de -2,7 M€) ;
- Des flux d'investissement de -4,4 M€ (-1,5 M€ par rapport à l'exercice 2019), suite aux développements continus des nouvelles solutions (4,5 M€), financés en partie par le remboursement de la créance CIR 2019 (0,9 M€) ;
- Des flux de financement de +4,4 M€ (+7 M€ par rapport à l'exercice 2019), suite aux remboursements de période de l'emprunt obligataire (-0,4 M€), au reclassement des titres auto détenus (+2,6 M€), alors que la Société avait racheté ces mêmes titres en 2019 (-1,5 M€) et au PGE de 2,5 M€ obtenu en 2020.

2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

Les résultats 2020 sont en très forte progression suite à la croissance soutenue des revenus et à une maîtrise continue des coûts. À noter également que la rentabilité opérationnelle est d'ores et déjà proche de 30%, soit plus du double de celle constatée en 2019.

L'adéquation des solutions **team on mission** et **team on the run** avec les marchés adressés et l'écosystème en place, notamment avec les partenaires et distributeurs du Groupe, lui permettent d'être confiant sur la poursuite, dans les prochains mois, de la dynamique de croissance rentable engagée depuis 2019 et confirmée en 2020.

STREAMWIDE est confiant dans sa capacité à poursuivre sa croissance rentable. Le Groupe a déjà quasiment sécurisé un niveau de revenus annuels équivalent à celui de 2020, alors que de nombreux projets importants et significatifs sont en train de se structurer. Au niveau français et européen, plusieurs dossiers ministériels d'envergure sont actuellement à l'étude et pourraient aboutir dans les prochains mois, même si les différents niveaux de maturité des projets (lancement initial des services ou mise à l'échelle) impliquent des volumes de revenus différents pour le Groupe et un calendrier évoluant dans le temps.

En parallèle, de nombreuses autres opportunités sont présentes et pourraient elles aussi se concrétiser rapidement, si le contexte économique et sanitaire le permet, en ne décalant pas les engagements budgétaires de ces clients potentiels.

L'engagement du Groupe auprès de ses distributeurs pourrait également permettre le gain de différents projets dès 2021, confirmant ainsi sa stratégie commerciale et le renforcement de ses parts de marché.

L'année 2021 devrait donc, elle aussi, s'inscrire dans une dynamique de croissance solide des revenus. L'effet de levier inhérent à l'activité du Groupe, et au contrôle efficace de ses coûts, devrait également impliquer des niveaux de résultats en hausse.

La capacité d'autofinancement du Groupe est largement positive et couvre les investissements réalisés dans les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run** (développement continu de nouvelles fonctionnalités opérationnelles, suite complète d'outils collaboratifs, système avancé de téléphonie, API, SDK et viralité)

Ces développements, intégrés dans des architectures techniques sécurisées et souveraines, à la différence de nombreuses autres solutions "grand public" existantes, seront ainsi maintenus et soutenus dans les prochains mois pour accompagner la croissance, permettre au Groupe d'accentuer encore son avance technologique et de confirmer son positionnement d'acteur majeur du marché des communications critiques et sécurisées.

3. Activité et situation de la Société en 2020

3.1 Présentation des comptes statutaires au 31 décembre 2020

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19	31-déc.-20	31-déc.-19	
Immobilisations incorporelles	41	3	292	292	Capital social
Immobilisations corporelles	140	88	6 137	5 257	Réserves
Immobilisations financières	3 959	3 736	2 830	880	Résultat
ACTIFS IMMOBILISES	4 140	3 827	9 259	6 429	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	307	183	Provisions
Créances clients	9 363	7 752	1 716	23	Emprunts et dettes financières
Autres créances	1 464	1 183	1 420	785	Dettes fournisseurs
Valeurs mobilières de placement	165	1 604	1 483	1 076	Dettes fiscales et sociales
Trésorerie	8 248	2 849	6 757	6 563	Autres dettes
			2 435	1 986	Produits constatés d'avances
			3	170	Ecart de conversion passifs
ACTIFS CIRCULANTS	19 240	13 387	14 121	10 786	TOTAL DETTES
TOTAL ACTIFS	23 380	17 215	23 380	17 215	TOTAL PASSIFS

Le total bilan au 31 décembre 2020 est de 23,4 M€ en augmentation de +6,2 M€ par rapport à l'exercice antérieur. Les principales variations sont les suivantes :

A l'actif,

- *Augmentation de +1,6 M€ des créances clients* : cette augmentation fait suite à l'évolution positive des revenus en 2020 ;
- *Diminution de -1,4 M€ des valeurs mobilières de placement* : après le rachat en 2019 de titres auto détenus, leur reclassement en juillet 2020 explique la variation constatée en 2020 ;
- *Augmentation de +5,4 M€ de la trésorerie* : la progression des revenus, le reclassement des titres auto détenus et l'obtention d'un PGE de 1,7 M€ à l'été 2020 expliquent cette progression significative de la trésorerie de la Société au 31 décembre 2020.

Les autres postes de l'actif ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres (+2,8 M€)*, suite au résultat net de période ;
- *Augmentation des dettes financières (+1,7 M€)*, suite à l'obtention d'un PGE de 1,7 M€ en 2020 ;

- Augmentation des dettes d'exploitation (+1 M€) sous l'effet principalement des dettes fournisseurs et des dettes de TVA collectée (en parallèle des créances clients).
- *Augmentation des produits constatés d'avance (+0,4 M€)*, suite à des facturations importantes intervenues fin 2020 envers quelques clients identifiés et aux décalages entre certaines facturations et la reconnaissance des revenus en contrepartie.

Les autres postes du passif ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier.

Le résultat net 2020 ressort bénéficiaire à +2,8 M€, en augmentation de +1,9 M€ par rapport au résultat net 2019.

Le compte de résultat 2020 simplifié est le suivant :

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19
Ventes de services	9 516	6 773
Ventes de marchandises	-	-
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	9 516	6 773
Autres produits	439	523
Achats de marchandises	-	-53
Variation de stocks	-	-
Charges externes	-7 264	-5 616
Impôts et taxes	-63	-42
Charges de personnel	-1 484	-1 362
Dotations aux amortissements	-63	-35
Dotations aux provisions	-110	-55
Autres charges	-12	-37
RESULTAT EXPLOITATION	959	96
Produits financiers	1 150	47
Charges financières	-105	-99
RESULTAT FINANCIER	1 045	-52
Produits exceptionnels	6	16
Charges exceptionnelles	-6	-6
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	10
Impôts sur les bénéfices	826	826
RESULTAT NET	2 830	880

Les principaux commentaires au titre de l'exercice 2020 sont les suivants :

- *Evolution du chiffre d'affaires* : confor note 1.4 "Evolution de l'activité de la Société en 2020" ;
- *Augmentation des charges externes de +1,7 M€*, suite à des coûts filiales en augmentation de +1,4 M€ (hausse des effectifs notamment en Roumanie et en Tunisie pour soutenir et accélérer les développements produits) et à de nouvelles dépenses de sous traitance (+0,4 M€) pour assurer le développement de fonctionnalités spécifiques, implémentés ensuite dans les nouvelles solutions (par exemple le module "Field Service Management") ;

- *Augmentation des charges de personnel de 0,1 M€ à 1,5 M€, due uniquement à des effets "prix" et à des commissions versées en légère progression, ainsi qu'à la mise en place à compter de 2020 d'un nouvel accord d'intéressement ;*

Les autres éléments d'exploitation ne varient pas de façon significative. La progression du résultat d'exploitation (+0,9 M€) s'explique ainsi principalement par celle des revenus en 2020 (+2,7 M€), compensée en partie par celles des charges externes (+1,7 M€).

- *Hausse importante du résultat financier (+1,1 M€) suite au reclassement et à la cession, en juillet 2020, des titres auto détenus par la Société. Ce reclassement a généré une plus-value de 1,1 M€, par nature non récurrente.*
- *Stabilité du résultat fiscal à +0,8 M€ : la Société continue de bénéficier notamment d'un Crédit d'Impôt Recherche de 0,8 M€ au titre de 2020 (montant identique à celui de 2019). Par ailleurs, l'effet de l'intégration fiscale qui a débuté au 1^{er} janvier 2012 est légèrement négatif en 2020 (charge de 36 K€) suite aux résultats fiscaux 2020 positifs de la Société et de sa filiale intégrée StreamWIDE France SAS. Au 31 décembre 2020, la Société ne bénéficie plus de report fiscal déficitaire propre (généré avant l'intégration fiscale) alors qu'il était de 1,3 M€ à la précédente clôture. Post intégration, les reports fiscaux déficitaires restant à imputer sont de 8,7 M€ au 31 décembre 2020.*

Le résultat d'exploitation 2020 ressort bénéficiaire à +1 M€ contre un bénéfice d'exploitation de 0,1 M€ en 2019. Après prise en compte d'un résultat financier de +1 M€ (contre une perte de -52 K€ en 2019), d'un résultat exceptionnel non significatif et d'un produit fiscal de 0,8 M€, le résultat net de la période est un bénéfice de 2,8 M€ contre un bénéfice de 0,9 M€ en 2019, soit une forte progression de +1,9 M€. Le résultat net de la Société a été multiplié par 3,2 en 2020.

3.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société

La Société étant la société mère et la holding du Groupe, les mêmes commentaires que ceux établis pour le Groupe (confer note 2.2) peuvent être repris concernant les évolutions prévisibles et les perspectives d'avenir de la Société.

4. Informations juridiques

4.1 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des six (6) filiales opérationnelles suivantes au 31 décembre 2020 :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Filiales	Pays	% de détention	Valeurs brutes des titres	
			31-déc.-20	31-déc.-19
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000
Streamwide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865
Streamwide PTE Ltd	Singapour	100,00%	65	65
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1
Total			3 308 724	3 308 724

Pour information, une société anglaise (StreamWIDE LTD) a été créée en mai 2013. Cette société, détenues à 100% par la Société, n'a eu aucune activité depuis sa création, et aucun flux n'a été constaté sur les périodes concernées. Son capital social est de 1£ au 31 décembre 2020. Cette société dormante n'est donc pas consolidée dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2020 et sera dissoute au cours de l'année 2021.

4.1.1 Activité des filiales au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons ci-après de l'activité de nos filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Dernier exercice clos (en €)	StreamWIDE					
	Romania	Beijing	Inc	France	Tunisie	PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	560 529	87 263	-1 648 190	3 730 681	424 220	-90 496
Résultat net comptable	171 827	-2 064	-283 593	713 165	11 939	-2 461
Chiffre d'affaires	3 726 855	192 443	1 057 347	4 461 459	1 353 880	81 324
Avances consenties à la filiale	241 281		204 246			131 903
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				6 676 486		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

o StreamWIDE Romania

La Société détient 100 % du capital de la société StreamWIDE ROMANIA, SRL de droit roumain, créée en janvier 2006, au capital de 40.000 €, dont le siège social est situé à Bucarest, 165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3 (Roumanie), et immatriculée en Roumanie sous le n° J40/1376/2006. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2020.

La société StreamWIDE ROMANIA a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations.

Au titre de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 3.726.855 € (refacturations à la Société) contre 2.776.016 € en 2019 et le résultat net est un bénéfice de 171.827 € (contre un bénéfice de 91.255 € en 2019).

o StreamWIDE Beijing Technology Company Limited

La Société détient 100% du capital de la société, StreamWIDE Beijing Technology Company Limited, société de droit chinois (RPC) créée en septembre 2007, au capital de 300.000 USD dont le siège social est situé 804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. Pékin 100872 (Chine). Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2020.

La société StreamWIDE Beijing Technology Company Limited a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations de la zone APAC.

Au titre de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 192.443 € (refacturations à la Société) contre 157.043 € en 2019 et le résultat net est une perte de (2.064) € (contre une perte de (66.861) € en 2019).

- o **StreamWIDE Inc**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE Inc, société de droit américain créée en juillet 2007, au capital de 1 USD, dont le siège social est situé 1099 Wall Street West, Suite 354 07071 Lyndhurst, New Jersey (Etats Unis d'Amérique). Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2020.

La société StreamWIDE Inc. a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations de la zone Amérique Nord et Sud.

Au titre de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.057.347 € contre 1.276.391 € en 2019 et le résultat net est une perte de (283.593) € (contre une perte de (410.629) € en 2019).

- o **StreamWIDE France SAS**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE France SAS, société de droit français créée le 29 juin 2011 au capital de 3.050.518 € dont le siège social est situé 84 rue d'Hauteville, 75010 Paris (France), identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 533 297 768. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2020.

La société StreamWIDE France SAS a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations de la zone Europe-MEA.

Au titre de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 4.461.459 € contre 3.315.047 € en 2019 et le résultat net est un bénéfice de 713.165 € (contre un bénéfice de 6.077 € en 2019).

- o **StreamWIDE Tunisia Sarl**

La Société détient 99,99% du capital de la société StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien créée le 3 janvier 2013 au capital de 10.000 TND dont le siège social est situé Rue du Lac Constance, Immeuble Green Center, C1.1, 1^{er} étage, Les Berges du Lac- 1053 Tunis (Tunisie), identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Tunis sous le numéro RC B012502013. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2020.

La société StreamWIDE Tunisia Sarl a pour activité principale la conception et la fourniture des applications web et mobiles des produits du Groupe, dont notamment les versions clients liées aux nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**.

Au titre de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 1.353.880 € (refacturations à la Société) contre 1.139.682 € en 2019 et le résultat net est un bénéfice de 11.939 € (contre un bénéfice de 160.209 € en 2019).

o **StreamWIDE PTE Ltd**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien créée en mai 2016, au capital de 100 SGD, dont le siège social est situé 141 Cecil Street #10-01 Tung Ann Association Building 069541 Singapore (Singapour). Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2020.

La société StreamWIDE PTE Ltd. a pour activité la commercialisation des solutions **team on mission** et **team on the run** en Asie du Sud-Est, et assure également toutes les activités annexes à ces ventes. Elle a été créée pour renforcer et confirmer la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Au titre de l'exercice 2020, le chiffre d'affaires et les autres produits d'élèvent à 81.324 € contre 65.386 € en 2019, et le résultat net est une perte de (2.461) € (contre une perte de (48.727) € en 2019).

4.1.2 *Etat et évolution des participations*

Néant.

4.1.3 *Création de filiales ou prises de participation au cours de l'exercice écoulé*

Conformément aux dispositions de l'article L.232-6 du Code de commerce, nous vous rappelons que votre Société n'a pas créé de filiale ou pris de participation au cours de l'exercice écoulé.

4.1.4 *Liste des succursales*

Conformément à l'article L.232-1 II du Code de commerce, nous vous confirmons que la Société n'a pas de succursale en France et à l'étranger.

4.2 Activité en matière de Recherche et Développement au sein de la Société et du Groupe

4.2.1 *Au sein de la Société*

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, la Société a engagé, au cours de l'exercice 2020, des frais directs et indirects (salaires, amortissements, honoraires et sous-traitance recherche & développement aux filiales) en matière de recherche et développement à concurrence de 5.412148 € (contre 4.042.197 € en 2019 et 2.937.999 € en 2018).

La Société ne retient pas la méthode préférentielle d'activation de ces frais de développement dans ses comptes statutaires. En revanche, les critères d'activation de ces dépenses étant tous satisfaits, il est activé, au titre de l'exercice 2020, dans les comptes consolidés du Groupe, un montant brut de 4.499.740 € (après annulation des marges internes et des frais indirects). Ce montant intègre des frais de sous traitance à hauteur de 688.644 €. Pour rappel, le montant activé au titre de l'exercice 2019 était de 3.276.848 €.

Il est rappelé que la Société devrait bénéficier d'un Crédit d'Impôt Recherche au titre de l'exercice 2020. Au 31 décembre 2020, une provision a été enregistrée à hauteur de 855.703 € (contre 820.441 € en 2019 et 692.728 en 2018). La filiale française de la Société bénéficie également d'un Crédit d'Impôt Recherche à hauteur de 99.431 € (contre 63.563 € en 2019 et 46.359 € en 2018).

La créance globale de CIR au titre de 2019 (884.004 €) a été remboursée en mai 2020. Le remboursement anticipé de la créance globale au titre de 2020 (955.134 €) sera prochainement demandé, conformément aux exercices précédents.

4.2.2 *Au sein du Groupe*

Il existe au sein du Groupe des conventions et accords de sous-traitance relatifs à la Recherche et Développement effectuée par les différentes filiales au profit du Groupe. Les dépenses de Recherche et Développement engagées par les filiales au profit du Groupe sont les suivantes au titre de l'exercice 2020 :

- StreamWIDE Romania :	3 623 576,10 €
- StreamWIDE Tunisia :	1 240 439,16 €
- StreamWIDE France :	354 533,05 €
- StreamWIDE Beijing :	193 599,32 €

Ces différents montants, dans le cadre de conventions, sont refacturés à la Société. Il est à noter également que la filiale roumaine bénéficie d'un agrément fiscal et que les dépenses qu'elle engage au titre de la Recherche & Développement sont prises en compte dans la détermination du Crédit d'Impôt Recherche de la Société. Cet agrément a été renouvelé en 2016 et couvre l'ensemble des exercices clos de 2017 à 2021.

4.3 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal en regard de l'article 39-4 du même code.

4.4 Administration et contrôle de la Société

4.4.1 *Mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés au cours de l'exercice 2020*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 1).

4.4.2 *Termes des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes*

Nous vous rappelons que :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES, Zakaria NADHIR et de Madame Lindy MARTI-WONG, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, et
- le mandat de la société Ernst & Young et Autres, commissaire aux comptes titulaire, arrivera à son terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

En conséquence de ce qui précède, aucun mandat n'est à renouveler.

4.4.3 *Modalités d'exercice de la direction générale*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 4).

4.4.4 Information sur la rémunération des mandataires sociaux

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 367.440 € bruts au titre de l'exercice 2020. Cette rémunération a été versée à hauteur de 239.423 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 128.017 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2019, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 333.575 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 220.112 €, et de la société américaine pour 113.463 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

Cette information est également reprise dans les annexes aux comptes consolidés 2020 (paragraphe 9.4).

4.5 Dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices, aucun dividende n'a été distribué.

4.6 Proposition d'affectation du résultat

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et amortissements, les comptes annuels de la Société qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice net comptable de 2.829.528 euros au 31 décembre 2020.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat bénéficiaire, d'un montant de 2.829.528 euros, au compte "*Report à nouveau*", lequel serait ainsi ramené d'un montant de (1.824.238) euros à un montant de 1.005.289 euros.

4.7 Tableau récapitulatif des résultats au cours des 5 derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices clos est présenté ci-après :

(En €)	31-déc.-16	31-déc.-17	31-déc.-18	31-déc.-19	31-déc.-20
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital	302 996,2	302 996,8	303 002,3	291 749,9	291 749,9
Nombre d'actions ordinaires	3 029 962	3 029 968	3 030 023	2 917 499	2 917 499
Nombre d'actions à dividende priorita	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par souscription de droits	203	6	55	-	-
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'Affaires HT	5 283 600	2 243 963	3 651 362	6 773 031	9 516 252
Résultat avant impôts, participation amortissements et provisions	-573 507	-2 746 211	-1 667 097	133 314	2 189 283
Impôts sur les bénéfécies	-630 746	-572 428	-679 592	-826 441	-825 716
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	45 592	-2 185 335	-1 014 047	880 343	2 829 528
Résultat distribué (*)	-	-	-	-	-
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts et participation mais	0,02	-0,72	-0,33	0,33	1,03
avant amortissements et provisions					
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	0,02	-0,72	-0,33	0,30	0,97
Résultat par action distribué	-	-	-	-	-
EFFECTIFS					
Effectif moyen des salariés	10	10	10	10	10
Montant de la masse salariale de l'exer	882 977	923 953	913 579	953 106	1 052 939
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	-	-	-	-	-

* en attente de la décision de l'AGOAE

5. Autres informations

5.1 Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires comportant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Les principales caractéristiques de notre activité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont les suivantes :

- une augmentation du chiffre d'affaires de la Société de 2.743 K€, suite notamment au déploiement continu du projet PCSTORM et à la poursuite efficace du partenariat technologique avec Airbus SLC.

Au niveau du Groupe, les revenus augmentent de 3,7 M€ : les revenus de licences progressent (confer ci-dessus) de +1,9 M€, les flux de maintenance sont en diminution de (0,1) M€ à 3,2 M€ et les prestations de services augmentent de 2 M€.

- un résultat net statutaire positif de 2.830 K€ en augmentation de 1.949 K€ par rapport à 2019. L'augmentation des revenus impacte donc directement celle du résultat, car les coûts restent maîtrisés sur la période, même si les frais de développement augmentent suite aux différentes embauches effectuées au sein du Groupe en 2020 (+27 personnes). Le résultat financier statutaire est marqué par la plus-value réalisée (+1,1 M€) lors du reclassement des titres auto détenus en juillet 2020. Enfin, l'impact fiscal reste quant à lui positif à 826 K€, grâce au Crédit d'Impôts Recherche dont bénéficie toujours la Société (855 K€ au titre de 2020 contre 820 K€ au titre de 2019).

Au niveau consolidé, le résultat opérationnel courant du Groupe, avant prise en compte des amortissements mais après celle des reprises de Crédits d'Impôt Recherche en résultat et de l'impact de la norme IFRS 16 "Contrats de location", ressort positif à 7,6 M€ contre 4,5 M€ en 2019. Là encore, la progression des revenus (+3,7 M€) combinée à un contrôle efficace des coûts opérationnels en 2020 (+0,6 M€) génère un fort effet de levier et une croissance marquée des résultats annuels. Le résultat net consolidé, après prise en compte des amortissements de période (-3,6 M€), des impacts financiers (-0,4 M€) et fiscaux (-0,4 M€) ressort bénéficiaire à +3,3 M€ et en progression marquée (+2,1 M€) par rapport à l'exercice précédent.

- un endettement de 3,2 M€ au niveau consolidé (capital et intérêts restant dus) au 31 décembre 2020, suite au remboursement trimestriel de l'emprunt obligataire (solde de 0,7 M€ fin 2020) et à l'obtention d'un Prêt Garanti par l'État de 2,5 M€ à l'été 2020 (StreamWIDE SA à hauteur de 1,7 M€ et StreamWIDE France SAS à hauteur de 0,8 M€).
- une situation financière saine, solide et renforcée, compte tenu de la trésorerie disponible au 31 décembre 2020 au niveau du Groupe à hauteur de 9,5 M€ (avant prise en compte des dettes financières courantes et non courantes), en augmentation de 5,5 M€ par rapport à la dernière clôture annuelle.

5.2 Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2020. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée.

Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés annuels 2020.
 - o *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères devraient rester significatifs dans les prochains mois : peu de coûts opérationnels exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et revenus en dollar plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 31 décembre 2020, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.
 - o *Risque de taux* : au 31 décembre 2020, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe se composent d'un emprunt obligataire à taux variable annuel (Euribor 3 mois + 3,05%) et d'un PGE à taux fixe en fonction des durées d'amortissement qui seront retenues. Cependant, les niveaux actuels du taux Euribor 3 mois, et son évolution, n'impliquent pas de risque de taux significatif pour le Groupe.
 - o *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client, de sa structure en 2020 et de son évolution début 2021, démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 31 décembre 2020.
 - o *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
 - o *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2020, et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

5.3 Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société et par le Groupe

Au cours de l'exercice 2020, la Société et le Groupe n'ont pas utilisé d'instruments financiers tels que des instruments de couverture de change ou d'autres instruments dérivés.

5.4 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux dispositions du I de l'article D.441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-dessous le détail des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2020 :

SW SA _ Factures reçues non réglées au 31 décembre 2020

Factures RECUES non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	63	29	5	3	7	44
Montant total des factures (€ TTC)	283 111 €	97 817 €	22 200 €	3 210 €	14 659 €	137 886 €
% du montant total des achats (€ HT)	3,9%	1,3%	0,3%	0,0%	0,2%	1,9%
% du CA de l'exercice (€ HT)						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures concernées				NA		
Montant total des factures (€ HT)				NA		
(C) Délais de paiement de référence utilisés						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 90 jours		

SW SA _ Factures émises non réglées au 31 décembre 2020

Factures EMISES non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
(A) Tranche de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	29	1		1	2	4
Montant total des factures (€ TTC)	849 310 €	57 624 €	-	198 000 €	81 090 €	336 714 €
% du montant total des achats (€ HT)						
% du CA de l'exercice (€ HT)	6,1%	0,4%	-	1,4%	0,6%	2,4%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures concernées				5		
Montant total des factures (€ HT)				10 859 €		
(C) Délais de paiement de référence utilisés						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 60 jours		

5.5 Informations sociales et environnementales

5.5.1 Informations sociales

(a) Pour la Société

L'évolution des effectifs de la Société est la suivante:

- 31 décembre 2018 : effectif de 10 personnes dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2019 : effectif de 10 personnes dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2020 : effectif de 11 personnes dont deux mandataires sociaux

(b) Pour le Groupe

Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 31 décembre 2020 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 35 personnes
- StreamWIDE Romania : 78 personnes
- StreamWIDE Beijing : 4 personnes
- StreamWIDE Inc. : 11 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 58 personnes

Au 31 décembre 2020, le Groupe compte 186 personnes contre 159 fin 2019.

(c) Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société

Conformément à la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, nous vous précisons qu'un nouvel accord d'intéressement couvrant les exercices 2020, 2021 et 2022 a été conclu le 7 juillet 2020 au sein de la Société et de sa filiale française, StreamWIDE France SAS.

5.5.2 Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

Concernant l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire, le Groupe et la Société, sans prendre d'engagement formel vu les impacts jugés non significatifs, restent attentifs à la mise en œuvre de toute source d'économie potentielle.

5.6 Informations sur les retraites chapeaux ou autre avantage versé au titre de la cessation de fonctions

Au 31 décembre 2020, aucun engagement de cette nature n'a été pris par la Société ou le Groupe au profit d'aucun de ses mandataires sociaux ou salariés.

5.7 Informations sur les prêts consentis par la Société en application des dispositions de l'article L.511-6 du Code monétaire et financier

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société n'a consenti aucun prêt de moins de deux ans à des petites ou moyennes entreprises ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques pouvant le justifier, conformément à l'article L.511-6 du Code monétaire et financier.

5.8 Conventions courantes et réglementées (art. L.225-38 et suivants du Code de commerce)

Dans le but d'harmoniser les modalités économiques et financières des relations intragroupes, la Société et les différentes filiales du Groupe ont conclu différents types d'accords, classiques dans le cadre des relations intra sociétés au sein d'un même Groupe :

- *StreamWIDE Romania* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe ;
- *StreamWIDE Beijing* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de coopération commerciale, et accord de consulting dans les solutions techniques et stratégiques proposées par le Groupe ;
- *StreamWIDE Inc.* : accord de coopération commerciale et de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de fourniture de licences logicielles et de distribution ;
- *StreamWIDE France SAS* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement du Groupe (contrat de prestations), accord de fourniture de licences logicielles et de distribution, contrat de prestations de services, contrats de sous locations, convention de trésorerie centralisée ;
- *StreamWIDE Tunisia Sarl* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe et contrat de prestations de services ;
- *StreamWIDE PTE Ltd* : accord de fourniture de licences logicielles et de distribution et contrat de prestations de services

Ces différents accords donnent lieu à une facturation mensuelle ou trimestrielle de la part des filiales envers la Société, pour rémunération des services rendus. Ces différents flux sont annulés en consolidation et n'impactent en rien les flux et soldes présentés dans les comptes consolidés du Groupe (confer note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels).

Les conventions avec les différentes filiales du Groupe sont considérées comme des conventions courantes, conclues à des conditions normales de marché.

5.8.1 Conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 2).

5.8.2 Conventions visées à l'article L. 225-102-1 alinéa 13 du Code de commerce

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 2).

5.9 Evénements postérieurs à la clôture annuelle

Aussi bien au sein de la Société que du Groupe, aucun événement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport relatif à l'examen des comptes consolidés et annuels, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes présentés et clos au 31 décembre 2020.

5.10 Opérations sur titres

5.10.1 Informations relatives aux programmes de rachat d'actions par la Société de ses propres actions

Nous vous rappelons que les Assemblées Générales Ordinaires Annuelles des actionnaires de la Société réunies depuis le 29 juin 2009 ont autorisé la Société à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-206 II, L. 225-208, L.225-209-1 et suivants du Code de commerce. Ainsi, la Société a mis en place un contrat de liquidité qui s'inscrit dans le cadre du programme de rachat d'actions. Les moyens affectés au compte de liquidité pour la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient initialement à 100.000 €. Un apport complémentaire de 30.000 € a été effectué en octobre 2010.

Par ailleurs, nous vous rappelons que, lors de la réunion en date du 26 juillet 2020, le conseil d'administration a décidé de mettre en œuvre l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 juin 2019 dans sa septième résolution au conseil d'administration de procéder au rachat d'actions de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les opérations réalisées par la Société au cours de l'exercice 2020, dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions :

Type opération	Nombre de titres	Cours moyen des transactions en €	Frais de négociation en €	Montant en €
Contrat _ Achat	47.205	16,27	1.293	-767.858
Contrat _ Vente	-47.438	16,37	1.612	774.948
Cession Actions	-169.533	15,13	1.601	2.564.069
Rachat Actions	48	19,8	ns	-951

La Société a reclassé en juillet 2020 les 169.533 actions qu'elle auto détenait, pour assurer la liquidité du titre.

Au 31 décembre 2020, la Société dispose ainsi de 6.827 actions dans le cadre de son contrat de liquidité et 48 actions dans le cadre de son programme de rachat. La Société dispose donc d'un total de 6.875 actions valorisées aux cours historiques d'acquisition à 165.259 €.

Au cours de clôture du 31 décembre 2020 (25,6 €), la valorisation est de 176.000 € et aucune provision n'est donc nécessaire dans les comptes statutaires de la Société. Ces actions représentent 0,23 % du capital de la Société.

Par délibérations en date du 24 février 2021, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la Société a, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, autorisé, pour une durée de dix-huit (18) mois, le conseil d'administration à acquérir, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre total des actions composant le capital social de la Société à la date de réalisation de ces achats, dans la limite de 5.000.000 d'euros, le prix d'achat par action ne devant pas être supérieur à 90 euros.

5.10.2 *Éléments de calculs et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital*

Néant.

5.10.3 *État de la participation des salariés au capital social*

En outre, conformément aux articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune opération relative à des attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société n'a été ouverte au cours de l'exercice.

Par ailleurs, nous vous précisons que le pourcentage de détention du capital de la Société par les salariés (y compris Monsieur Zakaria NADHIR) est de 5,97 % au 31 décembre 2020.

Nous joignons au présent rapport le rapport spécial établi en application des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce.

Un nouvel accord d'intéressement, conclu le 7 juillet 2020, couvre les exercices 2020, 2021 et 2022.

Bons de Souscription d'Actions (BSA)

En outre, nous vous rappelons qu'en juin 2015, la Société a attribué gratuitement à ses actionnaires 3.016.391 BSA (BSA 1) et a émis un total de 2.325.000 BSA (au prix unitaire de 0,007 €) au profit des salariés du groupe et de personnes dénommées (BSA 2 et BSA 3). Les principales caractéristiques de ces BSA sont les suivantes :

- *BSA 1 dits "actionnaires"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Ces BSA sont cotés et négociables sur le marché Euronext Growth depuis le 1^{er} juillet 2015, et ce, jusqu'au 1^{er} juillet 2018 ;
- *BSA 2 dits "managers-salariés"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSA 2 émis et entièrement souscrits est de 2.002.500. Ces BSA sont négociables depuis le 1^{er} juillet 2016 et ont une période de validité de 3 ans (soit jusqu'au 1^{er} juillet 2018), prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 2021 (AGOAE du 22 juin 2018) ;
- *BSA 3 dits "personnes dénommées"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSA 3 émis et entièrement souscrits est de 322.500. Ces BSA sont négociables depuis le 1^{er} juillet 2016 et ont une période de validité de 3 ans (soit jusqu'au 1^{er} juillet 2018), prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 2021 (AGOAE du 22 juin 2018).

Au 31 décembre 2020, les BSA 1 dits "actionnaires" sont caducs.

Au 31 décembre 2020, tenant compte des souscriptions effectives et des départs de certains salariés (qui rendent de facto leurs BSA souscrits caducs), ainsi que de la prorogation de la période d'exercice des BSA 2 et BSA 3 jusqu'au 1^{er} juillet 2021 (AGOAE du 22 juin 2018), le nombre de BSA existant est le suivant :

- BSA 2 : 1.927.500
- BSA 3 : 315.000

L'ensemble de ces BSA (2.242.500), s'ils venaient à être exercés dans leur totalité, représenterait 149.500 actions nouvelles, soit 5,1 % du capital social actuel.

5.10.4 Opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs

Par ailleurs, conformément à l'article L.621-18 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons que les mandataires sociaux et administrateurs de la Société ont effectué les opérations suivantes au cours de l'exercice 2020 :

- o Monsieur Lilian GAICHIES, Directeur Général Délégué du Groupe et administrateur de la Société a cédé 12.022 titres au cours moyen de 20,45 € par action au cours du second semestre 2020 :

Juillet 2020	-1.000 titres au cours moyen de 16 € par action
Août 2020	-3.000 titres au cours moyen de 17 € par action
Septembre 2020	-1.900 titres au cours moyen de 20,74 € par action
Octobre 2020	-500 titres au cours moyen de 22 € par action
Novembre 2020	-3049 titres au cours moyen de 22,2 € par action
Décembre 2020	-2.573 titres au cours moyen de 23,63 € par action

Aucune autre opération n'a été effectuée au cours de l'exercice 2020 par les mandataires sociaux et administrateurs de la Société.

5.11 Informations concernant la répartition du capital et les actions d'auto contrôle

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2020 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL (P. Beglin)	47,4 %	55,3 %
OKHEMA (L. Gaichies)	18,1 %	21,0 %
Zakaria Nadhir	3,6 %	4,2 %
Salariés de la Société	2,4 %	2,8 %
Auto détention	0,2 %	-
Public (*)	28,3 %	16,7 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

Ainsi, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 2.089.367 au 31 décembre 2020 (rappel : 2.102.742 au 31 décembre 2019). Le nombre théorique total de droits de vote est donc de 5.006.866 au 31 décembre 2020 (rappel : 5.020.241 au 31 décembre 2019).

5.12 Avis donné à une autre société par actions que la Société détient à plus de 10% de son capital

Néant.

5.13 Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées

Néant.

5.14 Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Cette information est présentée en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 3).

5.15 Rapport du Commissaire aux comptes

Votre Commissaire aux comptes vous fera part dans son rapport sur les comptes annuels et consolidés, dont lecture va vous être donnée en suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur lesdits comptes qui vous sont présentés.

6. Projet de pouvoirs pour formalités

Afin de faciliter la mise en œuvre des formalités légales de publicité et de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Paris, résultant de la réalisation des opérations en faveur desquelles nous vous proposons de voter, nous vous demandons de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, extrait ou d'une copie du procès-verbal de l'assemblée générale pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

Nous espérons que ces opérations, qui vont dans le sens des intérêts de votre Société recueilleront votre approbation et nous vous demandons de voter en faveur de l'ensemble des résolutions proposées.

Paris, le 17 mars 2021
Le Conseil d'Administration

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 291.749,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
SELON LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.225-37 DU CODE DE COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise établi par votre Conseil d'Administration en vertu des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Conformément à l'article L.225-37-4 du Code de commerce, nous vous présenterons successivement :

- (i) La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice ;
- (ii) Les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société ou, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales ;
- (iii) Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice ;
- (iv) Le choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1 du Code de commerce.

1. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats exercés dans toute société
Pascal BEGLIN	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Président Directeur Général	- Président et administrateur de StreamWIDE Romania, - Président de StreamWIDE Beijing,	- Gérant Be2TEL Sprl

				- Président et administrateur de StreamWIDE Inc. - Président de StreamWIDE PTE Ltd	
Lilian GAICHIES	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Directeur Général Délégué Administrateur	- Administrateur de StreamWIDE Beijing, - COO (Directeur Exploitation) et administrateur de StreamWIDE Inc.	- Gérant Okhema Sprl
Zakaria NADHIR	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Administrateur	-	-
Lindy MARTIE-WONG	21-06-2019	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Administrateur	-	-

Comme mentionné au paragraphe 4.4.2 du présent rapport, nous vous rappelons que les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES, Zakaria NADHIR et de Madame Lindy MARTI-WONG, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

2. Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société ou, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales

Au cours de l'exercice 2020 et antérieurement, aucune convention visée aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été passée par la Société ou exécutée par elle.

Aucune convention n'a été conclue avec les dirigeants ou les actionnaires disposant de plus de 10% des droits de vote.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées à la Société ou au Groupe n'a été recensée au cours des périodes présentées.

Conformément à l'article L.225-102-1 alinéa 13 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part et selon le cas, l'un des membres du Conseil d'administration, le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, d'une société et,
- d'autre part, une autre société dont cette dernière possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital,

sauf lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention conclue en 2020 et entrant dans cette catégorie n'a été identifiée.

3. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice

Conformément à l'article L.225-100 al.4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délégations de pouvoirs ou de compétences, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce :

Autorisations en cours de validité	Durée de validité	Plafond	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres [AGE 21 juin 2019]	26 mois	5.000.000 €	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription [AGE 21 juin 2019]	26 mois	100.000 € en nominal	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription [AGE 21 juin 2019]	26 mois	100.000 € en nominal	-
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale [AGE 21 juin 2019]	26 mois	15% de l'émission initiale	-

Autorisation d'annulation de tout ou partie des actions achetées par la Société [AGE 26 juin 2020]	18 mois	10% du capital social par période de 24 mois	-
--	---------	--	---

4. Choix des modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1 du Code de commerce.

Le conseil d'administration en date du 23 août 2007 a décidé (i) de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général de la Société et (ii) de nommer Monsieur Pascal BEGLIN en qualité de Président du conseil d'administration et de Directeur général et Monsieur Lilian GAICHIES en qualité de Directeur Général Délégué de la Société.

Ces modalités d'exercice de la direction générale ont été confirmées lors du conseil d'administration du 22 mars 2019, conseil au cours duquel les mandats de Monsieur Pascal BEGLIN, en qualité de Président du conseil d'administration, et de Monsieur Lilian GAICHIES, en qualité de Directeur Général Délégué, ont également été renouvelés, sous réserve du renouvellement de leurs fonctions d'administrateur de la Société.

Les fonctions d'administrateurs de Messieurs Pascal BEGLIN et Lilian GAICHIES ont également été renouvelées lors de l'Assemblée Générale Annuelle Ordinaire du 21 juin 2019.

Ainsi, Monsieur Pascal BEGLIN, Président Directeur Général, assure la direction générale de la Société.

StreamWIDE
Société anonyme au capital de 291.749,90 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
À L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 25 JUIN 2021
SELON LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.225-184 ET L.225-197-4
DU CODE DE COMMERCE

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport établi par votre Conseil d'administration vous rendant compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce relatifs aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société.

Nous vous informons des opérations intervenues relatives (i) aux options d'achats ou de souscription d'actions et (ii) aux attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et depuis la clôture de l'exercice.

1. Options d'achats ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et depuis la clôture de l'exercice

1.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

1.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

2. Attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et depuis la clôture de l'exercice

2.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

2.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

Paris, le 17 mars 2021
Le conseil d'administration

STREAMWIDE

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société STREAMWIDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note 4.3 de l'annexe des comptes consolidés décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

La note 4.5 de l'annexe des comptes consolidés décrit les principes de comptabilisation des frais de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné le bien-fondé de la méthode comptable utilisée et sa correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 30 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Jean-Christophe Pernet

STREAMWIDE

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société STREAMWIDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 2.8 de l'annexe des comptes annuels décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Jean-Christophe Pernet

STREAMWIDE

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

A l'Assemblée Générale de la société STREAMWIDE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 30 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Jean-Christophe Pernet

• **Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019**

en K€	31-déc-20	31-déc-19	Note
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>	
Licences	5 799	3 883	
Maintenance	3 184	3 269	
Prestations de services	4 974	3 009	
Ventes tiers	-	48	
Chiffre d'affaires	13 957	10 209	7.1
Subventions	130	-	
Achats et variations de stocks	-	-53	7.3
Charges externes	-2 112	-2 327	7.3
Impôts et taxes	-151	-105	
Charges de personnel	-4 982	-3 767	7.2
Dotations aux amortissements	-3 604	-3 317	7.4
Dotations nettes aux provisions	37	-114	7.4
Autres produits d'exploitation	749	684	7.5
Résultat opérationnel courant	4 024	1 210	
Autres produits opérationnels	-	4	
Autres charges opérationnelles	-	-	7.5
Résultat opérationnel	4 024	1 214	
Produits de trésorerie et d'équivalents	18	16	
Coût financier Brut	-95	-96	
Coût financier Net	-77	-80	7.6
Autres produits financiers	28	110	7.6
Autres charges financières	-331	-53	7.6
Charges / Produits d'impôts	-377	-50	7.7
Résultat net des activités poursuivies	3 267	1 141	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	3 267	1 141	
Part du Groupe	3 267	1 141	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Résultat de base par action	1,16	0,40	7.8
Résultat dilué par action	1,10	0,40	7.8

• Situations financières consolidées aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019

en K€	31-déc.-20	31-déc.-19	Note
Immobilisations incorporelles	9 991	8 090	8.1
Immobilisations corporelles	2 287	2 439	8.2
Autres actifs financiers	701	451	8.3
Actifs d'impôts différés	65	145	8.4
ACTIFS NON COURANTS	13 043	11 126	
Créances clients	6 141	3 279	8.5
Autres débiteurs	1 328	952	8.5
Autres actifs fiscaux	987	916	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 536	4 007	8.6
ACTIFS COURANTS	17 993	9 155	
TOTAL ACTIFS	31 036	20 280	
Capital	292	292	
Primes	7 931	7 931	
Réserves consolidées	4 629	2 057	
Titres auto détenus	-165	-1 604	
Résultat net part du Groupe	3 267	1 141	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	15 954	9 817	8.7
Passifs financiers	2 804	642	8.8
Passifs locatifs	952	1 271	8.10
Provisions non courantes	387	297	8.9
Produits fiscaux différés	1 476	1 345	8.10
Passifs d'impôts différés	201	-	8.10
PASSIFS NON COURANTS	5 820	3 554	
Passifs financiers	363	366	8.8
Passifs locatifs	502	417	8.10
Provisions courantes	7	7	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	898	678	8.10
Dettes fiscales et sociales	2 634	1 620	8.10
Produits fiscaux différés	738	672	8.10
Produits constatés d'avance	4 119	3 149	8.10
PASSIFS COURANTS	9 262	6 909	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	31 036	20 280	

- **Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019**

En K€	31-déc-20	31-déc-19
Résultat Net	3 267	1 141
Ecarts de conversion	183	-8
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	183	-8
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	3 450	1 133

- **Variations des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2018	303	8 504	-644	2 295	-273	25	10 210	0	10 210
Opérations sur capital	-11	-573					-584		-584
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-960	20			-940		-940
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				1 141	-8		1 133		1 133
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-2	-2		-2
Capitaux propres 31 DEC 2019	292	7 931	-1 604	3 456	-281	23	9 817	0	9 817
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			1 439	1 138			2 577		2 577
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				3 267	183		3 450		3 450
Variations de périmètre									
Autres mouvements						110	110		110
Capitaux propres 31 DEC 2020	292	7 931	-165	7 861	-98	133	15 954	0	15 954

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019**

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19
Résultat Net consolidé	3 267	1 141
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>		
Dotations aux amortissements	3 049	2 602
<i>[IFRS 16] Dotations droits d'usage</i>	555	714
Variation des provisions	-37	114
Plus ou moins value de cession		
Autres produits d'exploitation (*)	-755	-684
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	6 079	3 887
Coût de l'endettement financier net	-380	80
Charge d'impôts sur le résultat	377	50
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	6 076	4 017
Variation actifs	-4 156	1 754
Variation passifs	3 525	976
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	-631	2 730
Impôts versés	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	5 445	6 748
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-4 985	-4 124
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles		
Variation immobilisations financières	-250	-93
Cession d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consentis		
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	884	1 374
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-4 351	-2 843
Augmentation (diminution) de capital		
Augmentation (diminution) des emprunts	2 159	-315
<i>[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives</i>	-234	-658
<i>[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés</i>	-66	-56
Dividendes versés		
Rachats et reventes d'actions propres	2 576	-1 533
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	4 435	-2 562
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	5 529	1 343
Trésorerie début de période	4 007	2 664
Trésorerie fin de période	9 536	4 007

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe STREAMWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, et depuis peu, des entreprises et administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de STREAMWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif des communications critiques et sécurisées, notamment auprès des administrations et des entreprises, avec les solutions **team on the run** et **team on mission**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 mars 2021.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité annuel. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- Gestion de la crise sanitaire COVID 19 avec déploiement global du Plan de Continuité d'Activité. L'activité du Groupe n'a pas été impactée, en 2020, par la crise sanitaire mondiale actuelle
- Augmentation des revenus 2020 : +3,7 M€ / +37%
- Augmentation des résultats 2020 : ROC +2,8 M€ / +231% et Résultat net +2,1 M€ / +186%
- Embauches soutenues : +27 personnes
- Mise en place d'un accord d'intéressement, le 7 juillet 2020, pour la période 2020 à 2022
- Lancement de l'offre API et SDK et développement d'une suite complète d'outils collaboratifs
- Passage en cotation continue, forte progression du cours de l'action et reclassement des actions auto détenues en juillet 2020
- Obtention d'un Prêt Garantie par l'Etat (2,5 M€)

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2020 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 17 mars 2021, date d'arrêté de ces comptes par le conseil d'administration.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2020

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 31 décembre 2020. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des normes énumérées ci-dessous qui ont dû être adoptées en 2020.

- o *La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 :*
 - Amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 : réforme des taux d'intérêts – Phase 1 comptabilité de couverture de manière prospective – Phase 3 ;
 - Amendements IAS 1 et IAS 8 : définition de la matérialité ;
 - Amendement IFRS 3 : modification des références au Cadre Conceptuel sans les normes IFRS.

L'application de ces normes et amendements à compter du 1^{er} janvier 2020 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2020.

- o *La Société a choisi de ne pas adopter par anticipation les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes, dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices clos le 31 décembre 2020, car aucune incidence significative de ces amendements n'est attendue sur les états financiers consolidés du Groupe :*
 - Amendements IFRS 10 et IAS 28 : ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence ;
 - Amendement IFRS 17 : définition de la matérialité ;
 - Amendement IFRS 16 : allègement des loyers liés à la COVID 19 (non applicable au sein du Groupe)
 - IFRS 17 "Contrats d'assurance", applicable pour les périodes comptables commençant à partir du 1^{er} janvier 2021, et non encore adoptée par l'Union Européenne.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 31 décembre 2020, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 31 décembre 2020 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsque qu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2020, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Passifs locatifs courants et non courants

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE SA auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2020, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et passifs sur contrats de revenus

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paielements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paielements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2020, concernant les BSA managers, salariés et personnes dénommées, leur juste valeur étant considérée comme non significative à leur date d'octroi, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (Crédit d'Impôt Recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		31-déc.-20	31-déc.-19	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. BEIJING 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C4.1, étage 4 Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Licences	5 799	3 883	1 916
Maintenance	3 184	3 269	-85
Prestations de services	4 974	3 009	1 965
Ventes Tiers	-	48	-48
TOTAL CA	13 957	10 209	3 748
Autres produits	-	-	-
Subventions	130	-	130
Produits des activités ordinaires	130	-	130

Les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus annuels augmentent de 3,3 M€, représentent maintenant près de 60% (+10 points par rapport à 2019) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique principalement par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de société privées françaises, remportés et déployés en 2020.

Concernant les revenus de l'activité "plateformes" de 8,3 M€ en 2020, les revenus résultant des licences (4,1 M€) et des services (3,9 M€) augmentent respectivement de 1,5 M€ et de 1,6 M€. Les flux de maintenance restent encore peu significatifs (0,3 M€) mais augmentent cependant de façon importante (+0,2 M€) en 2020, comme annoncé dès 2019.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom) augmente elle aussi en 2020 (+0,4 M€) et représente encore 41% des revenus annuels (5,7 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,4 M€ sur la période et ressortent à 1,7 M€ en 2020, suite à de nouveaux marchés gagnés notamment au second semestre de l'exercice. Les services "legacy" (1,1 M€) augmentent quant à eux de 0,3 M€ grâce à un nouveau projet avec un opérateur français, client historique du Groupe. Les flux de maintenance liés à ce nouveau contrat sont moins importants que les précédents, mais plus pérennes dans le temps, ce qui explique la diminution de 0,3 M€ du montant global de la maintenance de cette activité, qui ressort à 2,9 M€ au 31 décembre 2020.

7.2 Charges de personnel

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Salaires et traitements	3 818	2 895	923
Charges sociales	1 164	872	292
Avantages du personnel	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	4 982	3 767	1 215

	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Cadres	186	159	27
Non Cadres	-	-	-
TOTAL Effectif	186	159	27

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 31 décembre 2020, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 31 décembre 2020 représente 3.822 K€, contre 3.277 K€ au 31 décembre 2019. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Charges de personnel en résultat	4 982	3 767	1 215
Frais de développement activés	3 822	3 277	545
TOTAL charges brutes	8 804	7 044	1 760

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 1.760 K€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" notamment au sein des filiales roumaine (+15 personnes), française (+6) et tunisienne (+4). L'augmentation globale des effectifs (+27 personnes) a été réalisée à un coût moyen équivalent à celui de l'exercice antérieur.

Au 31 décembre 2020, l'effectif total du Groupe s'élève à 186 personnes contre 159 fin 2019. Ce sont essentiellement les effectifs de R&D qui augmentent, démontrant ainsi la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts, tout en continuant à investir dans le développement de ses nouvelles solutions.

A noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2020-2022 et qu'une provision globale de 116 K€ a ainsi été constatée au 31 décembre 2020.

7.3 Autres charges externes

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Achats de marchandises	-	53	-53
Variations de stock	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	0	53	53
Achats études et prestations de services	47	28	19
Achats non stockés de marchandises	103	148	-45
Sous traitance	186	207	-21
Locations et charges locatives	669	643	26
<i>[Retraitements IFRS 16]</i>	<i>-555</i>	<i>-714</i>	<i>159</i>
Entretiens, réparations et maintenance	152	142	10
Assurances	100	90	10
Commissions et honoraires	686	853	-167
Publicités, expositions et insertions	86	159	-73
Transports, déplacements et missions	90	292	-202
Affranchissements et télécoms	216	170	46
Redevances	99	103	-4
Autres	230	206	24
TOTAL CHARGES EXTERNES	2 109	2 327	-218

L'application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements et une dépréciation de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 31 décembre 2020, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 555 K€ et une augmentation de 555 K€ des amortissements de période (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes diminuent de -403 K€ sur la période, suite essentiellement à la diminution des honoraires (-167 K€ après la comptabilisation en 2019 d'honoraires marketing non récurrents en 2020), et aux effets induits de la crise sanitaire depuis début 2020 (diminution des dépenses marketing de -73 K€ car de nombreux salon professionnels n'ont pas eu lieu et diminution de -202 K€ des frais de déplacements, suite à l'annulation des voyages professionnels). Dans leur ensemble, les charges externes sont donc restées maîtrisées en 2020 et continueront à l'être efficacement dans les prochains mois.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	2 759	2 395	364
<i>dont frais de recherche et développement</i>	2 644	2 375	269
Dotations aux amortissements corporels	845	921	-76
Dotations aux amortissements	3 604	3 316	828
Dotations aux provisions	6	131	-125
Reprises de provisions	-43	-17	-26
Dotations aux provisions	-37	114	-151

Les amortissements des frais de développement sont de 2.644 K€ en 2020 contre 2.375 K€ en 2019.

A compter du 1^{er} juillet 2017, les durées d'amortissement des solutions **team on mission** et **team on the run** ont été portées de 1-3 ans à 5 ans, suite aux premiers succès commerciaux rencontrés. Les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées depuis.

Les amortissements constatés en 2020 augmentent légèrement par rapport à ceux de 2019 (+269 K€). Cette augmentation s'explique par une augmentation des valeurs activées (valeur brute de 4.500 K€ en 2020 contre 3.277 K€ en 2019) notamment sous l'effet de la sous traitance que le Groupe utilise sur certains modules. La durée d'amortissement linéaire de 5 ans permet cependant de lisser, en partie, l'augmentation des valeurs brutes activées.

Par ailleurs, les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées régulièrement tout au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre. Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 31 décembre 2020 est de 9.727 K€ (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 8.032 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. La valeur nette globale des frais de développement activés est inférieure à une seule année de revenus du Groupe, y compris activité par activité, ce qui reste prudent et conservateur. Aucun risque de surévaluation des actifs de R&D n'est donc porté par la Groupe.

Les amortissements corporels sont directement impactés par l'application d'IFRS 16 "Contrats de location" au 1^{er} janvier 2019 et par la charge de 555 K€ qui en découle au 31 décembre 2020 (contre 714 K€ au titre de 2019).

Les reprises de provisions comptabilisées sur la période (43 K€) correspondent principalement à des ajustements de pertes de valeur constatées sur des créances client identifiées (36 K€) et non recouvrées à date. Les reprises font suite à des variations de change sur des créances initialement en devises étrangères et à un paiement intervenu en 2020 à hauteur de 10 K€ d'anciennes créances entièrement provisionnées.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (749 K€ en 2020) correspondent principalement à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (758 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent.

Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements étant en augmentation légère en 2020 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche le sont également par rapport à 2019 (677 K€).

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Produits sur placements de trésorerie	18	16	2
Coût financier brut	-95	-96	1
Coût financier net (charges nettes)	-77	-80	3
Gains de change	28	110	-82
Pertes de change	-331	-53	-278
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-
Total Impact Financier	-380	-23	-357

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération très faibles en 2020, comme en 2019.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique à compter du 1^{er} janvier 2019 de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 66 K€ au 31 décembre 2020, contre 56 K€ au titre de l'exercice précédent.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net négatif de -303 K€ contre un gain net de 57 K€ en 2019. Les variations de change ont donc été moins favorables en 2020 qu'en 2019, notamment en ce qui concerne les taux de change en clôture du 31 décembre 2020.

Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 31 décembre 2020.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalents de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 377 K€ au 31 décembre 2020, contre une charge de 50 K€ au 31 décembre 2019, et se décompose comme suit :

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Impôts exigibles	102	71	31
Impôts différés	275	-21	296
Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)	377	50	327

Les impôts exigibles correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par la société américaine du Groupe (38 K€) et aux impôts société de la filiale roumaine (29 K€).

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Leur variation (+296 K€) provient essentiellement des positions retenues au 31 décembre 2020, sans changement par rapport à celles de 2019 : non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe des déficits fiscaux constatés en clôture, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement. En 2020, la hausse des frais de développement activés implique une hausse des impôts différés passifs sous-jacents. En contrepartie, les reports fiscaux déficitaires diminuent suite à l'augmentation des résultats fiscaux constatés au niveau des sociétés françaises. Ainsi, les impôts différés actifs deviennent inférieurs aux impôts différés passifs et le solde net est donc une charge et un passif net d'impôts différés (confer note 8.10 - Autres passifs courants et non courants).

Le taux d'imposition différée retenu est de 28% au 31 décembre 2020 comme au 31 décembre 2019, pour tenir compte de la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France SAS (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 31 décembre 2020 :

En K€	31-déc-20	31-déc-19
Résultat opérationnel	4 024	1 214
Coût de l'endettement financier net	-77	-80
Autres produits et charges financiers	-303	57
Taux d'impôt théorique	28,00%	31,00%
Impôt théorique	1 020	369
Impôt courant	102	71
Impôt différé	275	-21
Impôt réel	377	50
Taux d'impôt réel	10,35%	4,20%
Ecart sur taux	-17,65%	-26,80%
Ecart sur impôt	-643	-319
<i>Détail</i>		
Déficits imputés dans l'exercice	-865	
Déficits créés dans l'exercice	195	194
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	44	36
Différences permanentes et autres éléments	-17	-549
	-643	-319

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. En 2020, les reprises sont de 758 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (212) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

La plus-value réalisée suite aux cessions d'actions auto détenues est retraitée en consolidation (inscription en capitaux propres et non en résultat de période) et génère donc un écart d'impôt de 318 K€, inscrit là encore sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

- (ii) Les retenues à la source (38 K€ au niveau de StreamWIDE Inc.) et autres crédits d'impôts (6 K€), peu significatifs, créent également une différence entre l'impôt théorique et réel ;
- (iii) Les déficits fiscaux générés par l'entité américaine (691 K€) n'ont pas été activés au 31 décembre 2020, ce qui implique un écart significatif entre l'impôt réel et l'impôt théorique (194 K€ en tenant compte d'un taux d'imposition américain de 28%), inscrit sous la rubrique "déficits créés dans l'exercice".
- (iv) Depuis 2017, les déficits fiscaux des entités françaises ne sont activés qu'à hauteur des passifs d'impôts générés par l'activation des frais de développement. En 2020, ces frais de développement nets sont supérieurs aux déficits fiscaux disponibles. Les impôts différés actifs sur ces reports ont donc été entièrement activés, position confirmée par les perspectives à court et moyen terme de bénéfices fiscaux importants pour les entités françaises, impliquant donc une imputation et une utilisation totale des reports déficitaires. Cette activation génère un impact de (865) K€ au 31 décembre 2020, inscrite sous la rubrique "déficits imputés dans l'exercice".

Au 31 décembre 2020, après imputation d'un bénéfice fiscal propre de 1.289 K€, la société mère StreamWIDE SA ne dispose plus de report déficitaire propre (avant intégration fiscale). Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 8.750 K€ (après prise en compte d'un bénéfice fiscal d'intégration de 1.130 K€, dont 651 K€ provenant de StreamWIDE France SAS au titre de l'exercice 2020). La filiale américaine, StreamWIDE Inc. dispose quant à elle d'un report déficitaire de 217 K€ au 31 décembre 2020 (confer note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés).

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2019	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 874 022
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 874 022
Au 31 décembre 2020	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2019	2 917 499	176 593	2 740 906	456 798
31.01.2020		119	2 740 787	456 766
28.02.2020		191	2 740 596	456 322
31.03.2020		2 663	2 737 933	456 513
30.04.2020		-1 143	2 739 076	456 485
31.05.2020		169	2 738 907	457 006
30.06.2020		-3 127	2 742 034	484 782
31.07.2020		-166 657	2 908 691	485 496
30.08.2020		-4 287	2 912 978	485 311
30.09.2020		1 114	2 911 864	485 084
31.10.2020		1 361	2 910 503	484 873
30.11.2020		1 264	2 909 239	485 104
31.12.2020		-1 385	2 910 624	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 825 269
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				135 032
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 960 302

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au cours du premier semestre 2018, la durée de validité des BSA 2 et des BSA 3 a été prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 2021. Les BSA 1 sont, quant à eux, devenus caducs au 1^{er} juillet 2018.

Au cours de l'exercice 2020, aucun BSA 2 ni BSA 3 n'a été exercé. Au 31 décembre 2020, le nombre de BSA restant à exercer est donc de 2.242.500 (BSA 2 et BSA 3) soit 149.500 actions nouvelles potentielles (5,12% du capital social actuel), si tous les BSA venaient à être exercés.

Le capital social de la Société est maintenant de 291.749,9 € et se compose de 2.917.499 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 :

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Résultat net Part du Groupe	3 267	1 141	2 126
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 825 269	2 874 022	-48 753
<i>Effet des actions ordinaires dilutives</i>	135 032	-	135 032
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 960 302	2 874 022	86 280
Résultat de base par action (en €)	1,16	0,40	0,76
Résultat dilué par action (en €)	1,10	0,40	0,71

Au cours de l'exercice 2020, le prix d'exercice des BSA est devenu dans la monnaie, suite à l'évolution positive du cours de l'action à partir de l'été 2020. Les 149.500 actions nouvelles potentielles sont donc considérées comme dilutives. Le cours moyen de l'action STREAMWIDE étant de 15,5 € en 2020 et le prix d'exercice des actions potentielles de 14 €, il en résulte un effet dilutif à hauteur de 135.032 actions. Le résultat dilué par action est donc de 1,10 € au 31 décembre 2020, contre 1,16 € pour le résultat de base par action.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-18	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-19
Frais de développement	26 273	3 277		29 550
Concessions, brevets et licences	908	69		977
Autres immobilisations incorporelles	32	10		42
Valeurs brutes	27 213	3 356	0	30 569
Frais de développement	-19 397	-2 282		-21 679
Concessions, brevets et licences	-660	-104		-764
Autres immobilisations incorporelles	-27	-9		-36
Amortissements	-20 084	-2 395	0	-22 479
Valeurs nettes	7 129	961	0	8 090

En K€	31-déc-19	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-20
Frais de développement	29 550	4 500		34 050
Concessions, brevets et licences	977	150		1 127
Autres immobilisations incorporelles	42	10		52
Valeurs brutes	30 569	4 660	0	35 229
Frais de développement	-21 679	-2 644		-24 323
Concessions, brevets et licences	-764	-105		-869
Autres immobilisations incorporelles	-36	-10		-46
Amortissements	-22 479	-2 759	0	-25 238
Valeurs nettes	8 090	1 901	0	9 991

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés en 2020 sont de 4.500 K€ contre 3.277 K€ en 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par un effet volume (embauche de plusieurs ingénieurs supplémentaires au cours de l'exercice 2020, notamment en Roumanie et en Tunisie) et par le recours à de la sous traitance (678 K€) ciblée sur le développement de quelques modules spécifiques intégrés ensuite dans les solutions logicielles du Groupe. Si le nombre d'heures consacrées au développement a augmenté de 22% en 2020, le coût horaire moyen global au sein du Groupe reste quant à lui stable sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	31-déc-19	31-déc-18	Variation
Frais de développement activés	3 277	2 860	417
Amortissements de la période	-2 282	-2 210	-72
Frais de développement cumulés	29 550	26 273	3 277
Amortissements cumulés	-21 679	-19 397	-2 282
Valeur nette	7 871	6 876	995

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Frais de développement activés	4 500	3 277	1 223
Amortissements de la période	-2 644	-2 282	-362
Frais de développement cumulés	34 050	29 550	4 500
Amortissements cumulés	-24 323	-21 679	-2 644
Valeur nette	9 727	7 871	1 856

Les frais de développement (valeur nette fin 2020 de 9.727 K€) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements augmentent en 2020 (2.644 K€ contre 2.282 K€ en 2019) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées car les durée d'amortissement n'ont pas été modifiées, la dernière modification étant intervenue en 2017 (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	31-déc-19
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 715	783	-25	2 473
Droits d'usage		2 052		2 052
Valeurs brutes	1 761	2 835	-25	4 571
Installations techniques	-40	-3		-43
Installations générales, matériel, bureau	-1 467	-215	21	-1 661
Droits d'usage		-428		-428
Amortissements	-1 507	-646	21	-2 132
Valeurs nettes	254	2 189	-4	2 439

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	2 473	189		2 662
Droits d'usage	2 052	466		2 518
Valeurs brutes	4 571	655	0	5 226
Installations techniques	-43	-2		-45
Installations générales, matériel, bureau	-1 661	-191		-1 852
Droits d'usage	-428	-614		-1 042
Amortissements	-2 132	-807	0	-2 939
Valeurs nettes	2 439	-152	0	2 287

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Aucune évolution significative n'est à noter au titre de 2020, après les déménagements et les agrandissements de bureaux qui ont lieu notamment en Roumanie et en Tunisie au cours de l'année 2019.

A compter du 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 2.518 K€ en valeur brute, après une réévaluation effectuée en 2020. Au 31 décembre 2020, un amortissement de 614 K€ a également été constaté (dont 555 K€ au titre de l'exercice et 59 K€ au titre de la réévaluation d'ouverture), déterminé en fonction des caractéristiques économiques et financières des différents contrats concernés.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-18	Acquisitions	Cessions	31-déc-19
Dépôts de garantie	249	76		325
Autres actifs financiers non courants	109	16		125
Valeurs brutes	358	92	0	450
Amortissements / provisions	-			
Valeurs nettes	358	92	0	450

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Dépôts de garantie	325		-27	298
Autres actifs financiers non courants	125	278		403
Valeurs brutes	450	278	-27	701
Amortissements / provisions	-			
Valeurs nettes	450	278	-27	701

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; les variations de période proviennent essentiellement d'ajustements de ces dépôts suite aux déménagements effectués en 2019 en Roumanie et Tunisie.
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (368 K€ au 31 décembre 2020 contre 101 K€ au 31 décembre 2019), suite aux mouvements nets de période.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2019	2 210	221	-2 203	-83	145
<i>Impôts différés actifs</i>					145
<i>Impôts différés passifs</i>					-
Variations Actif	188	23			
Variations Passif			-520	-1	
Ecart sur taux	29				
Valeur nette au 31 décembre 2020	2 427	244	-2 723	-84	-136
<i>Impôts différés actifs</i>					65
<i>Impôts différés passifs</i>					-201

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.427 K€) se décompose comme suit au 31 décembre 2020 :

- sur déficits fiscaux français : 2.362 K€ (2.132 K€ au 31 décembre 2019)
- sur déficits fiscaux américains : 65 K€ (78 K€ au 31 décembre 2019)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux négatifs en 2020. Les impôts différés actifs n'ont pas été reconnus au 31 décembre 2020 sur cette partie des déficits dans l'attente de perspectives positives aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (65 K€, incluant les écarts de taux) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère (StreamWIDE SA) ne dispose plus de reports déficitaires (contre 1.289 K€ au 31 décembre 2019), après prise en compte d'une partie de son résultat fiscal 2020 ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 8.750 K€ de reports déficitaires au 31 décembre 2020 (après imputation de 1.130 K€ de résultat fiscal 2020, dont 651 K€ provenant de StreamWIDE France), *représentant 2.362 K€ d'actifs d'impôts différés* (dont 36 K€ provenant de StreamWIDE France). En 2020, les frais de développement nets sont devenus supérieurs aux reports déficitaires, qui sont donc de fait entièrement activés au 31 décembre 2020. Cette position reste également justifiée par les perspectives de résultats fiscaux positifs que le Groupe anticipe dans les prochaines années.
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 9.727 K€, générant un montant *d'impôts différés passifs de 2.723 K€* ;
- les *impôts différés actifs* issus des décalages temporaires s'élèvent à 244 K€ à la clôture de l'exercice, dont 23 K€ au titre de l'exercice 2019. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 84 K€ *d'impôts différés passifs* à la clôture de l'exercice 2020.

Au 31 décembre 2020, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé passif net de 201 K€, car les passifs d'impôts différés générés par l'activation des frais de développement deviennent, à compter de l'exercice 2020, supérieurs aux actifs d'impôts différés issus des reports déficitaires restant à imputer au 31 décembre 2020. Les règles antérieurement appliquée par le Groupe et les perspectives de résultat fiscal positif dans les prochaines années justifient l'activation de ces reports déficitaires.

8.5 Actifs courants

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Créances clients	6 141	3 279	2 862
Autres débiteurs	1 328	952	376
Autres actifs fiscaux	987	916	71
Total Net	8 456	5 147	3 309

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 :

En K€	31-déc-19	Augmentation	Diminution	31-déc-20
Créances clients brutes	3 711	2 825		6 536
<i>dont Factures A Etablir</i>	1 558	1 131		2 689
Pertes de valeur	-432		37	-395
Créances clients nettes	3 279	2 825	37	6 141

L'évolution du poste clients est en ligne avec celle de l'activité et des revenus 2020. Par ailleurs, le niveau d'encaissement au cours de l'année 2020 est satisfaisant et permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients, avec, en contrepartie, une augmentation de la trésorerie brute au 31 décembre 2020 par rapport à la clôture annuelle 2019.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 2.689 K€ au 31 décembre 2020) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (sept principaux fin 2020).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 96 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés début 2021 (3.804 K€ sur la période janvier-mars 2021) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2020

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 131	5 405	464	262	-
<i>dont FAE</i>	2 689	2 689			
Créances douteuses brutes	405				405
Pertes de valeur	-395				-395
Créances clients nettes	6 141	5 405	464	262	10
		88%	8%	4%	0%

Balance Agée au 31 décembre 2019

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 269	3 040	139	90	-
<i>dont FAE</i>	1 558	1 558			
Créances douteuses brutes	442				442
Pertes de valeur	-432				-432
Créances clients nettes	3 279	3 040	139	90	10
		93%	4%	3%	0%

Au 31 décembre 2020, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 2.689 K€ dont près de 65% sont représentés par 13 factures identifiées envers 6 clients seulement. Ces factures seront établies en 2021 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, en 2019, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 1.955 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 67% par 15 factures significatives envers 3 clients, établies et réglées en 2020.

Au 31 décembre 2020, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (405 K€ HT), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêté des comptes annuels 2020.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 855 K€), des charges constatées d'avance pour 312 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (94 K€).

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 31 décembre 2020, cette créance CIR est uniquement composée de celle au titre de 2020 pour un montant de 955 K€, car le crédit au titre de l'exercice 2019 a été remboursé en mai 2020 (montant de 884 K€).

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 141	6 141		6 141	
Autres débiteurs	1 328	1 328		1 328	
Autres actifs fiscaux	987	987		987	
Equivalent de trésorerie	5 401	5 401	5 401		
Trésorerie	4 135	4 135	4 135		
Total créances nettes	17 992	17 992	9 536	8 456	-

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	3 279	3 279		3 279	
Autres débiteurs	952	952		952	
Autres actifs fiscaux	916	916		916	
Equivalent de trésorerie	159	159	159		
Trésorerie	3 848	3 848	3 848		
Total créances nettes	9 154	9 154	4 007	5 147	-

Au cours de l'exercice 2020, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 7.317 K€, soit près de 52% du chiffre d'affaires annuel du Groupe en 2020. En 2019, 46% du chiffre d'affaires annuel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs.

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Placements à terme	151	159	-8
Comptes courants bancaires	9 385	3 848	5 537
Total	9 536	4 007	5 529

Les placements à terme sont composés d'un compte à terme souscrit auprès de l'UIB tunisienne pour 151 K€ (500 KTND). Ce compte bénéficie d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ce placement est totalement liquide.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe, dont un compte de trésorerie courant rémunérée auprès de HSBC pour 5.250 K€ au 31 décembre 2020.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 9.536 K€ au 31 décembre 2020 en augmentation de 5.529 K€ par rapport à la clôture annuelle 2019. Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 5.445 K€, suite notamment à l'évolution des résultats (+ 2.126 K€) et à la bonne tenue BFR (variation de 631 K€) dans un contexte de croissance des revenus. La capacité d'autofinancement du Groupe reste très positive et en augmentation en 2020 (6.076 K€ contre 4.017 K€ en 2019).

- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -4.351 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (4.500 K€ en 2020 contre 3.277 K€ en 2019). Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2019 (884 K€) vient financer en partie ces investissements de période.
- (iii) *des flux nets de financement positifs* à hauteur de 4.435 K€, suite aux remboursements de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (360 K€), à la variation négative des dettes locatives (impact IFRS 16 de -300 K€), aux opérations de cessions d'actions d'autocontrôle (+2.576 K€) et à l'obtention d'un PGE Groupe d'un montant de 2.522 K€ à l'été 2020.

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2020, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 159 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 5.250 K€. Ce dernier est, et sera, utilisé en cours de période pour rémunérer les excédents ponctuels de trésorerie courante.

8.7 Capitaux propres

En K€	31-déc-20	31-déc-19	Variation
Capital social	292	292	0
Prime d'émission	7 931	7 931	0
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	7 866	3 168	4 698
Titres auto détenus	-165	-1 604	1 439
Total	15 954	9 817	6 137

Le *capital social* de la société mère StreamWIDE SA est composé de 2.917.499 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'a eu lieu en 2020.

La *prime d'émission* (7.931 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). La souscription de 2.325.000 BSA managers en juin 2015 a généré, quant à elle, une prime d'émission de 16 K€. Les augmentations de capital définitives ne sont constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA (aucun exercice enregistré en 2020).

Les *résultats non distribués* correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (7.866 K€), le montant obtenu (7.896 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (7.861 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-98 K€) et "autres variations" (133 K€).

Le montant en "*titres auto détenus*" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

Titres autodétenus

	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
En nombre d'actions	176 593	47 253	-216 971	6 875
En montants (€uro)	1 604 299	768 809	-2 207 849	165 259

Au 31 décembre 2020, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 6.827 actions de la Société contre 7.060 actions au 31 décembre 2019, et présente un solde de liquidité de 368 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 101 K€ au 31 décembre 2019.

Au cours de l'exercice 2020, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 47.205 actions (au cours moyen de 16,27 €) et le nombre d'actions cédées à 47.438 (au cours moyen de 16,35 € pour un prix de revient moyen de 14,25 €). La plus-value ainsi réalisée (100 K€) est inscrite en réserves consolidées.

A noter également que la Société a cédé 169.533 titres en juillet 2020 dans le cadre de son programme de rachat d'actions, au cours moyen unitaire de 15,13 €. La plus-value ainsi réalisée (1.038 K€) est également inscrite en réserves consolidées.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	2 804	642	2 162
Total	2 804	642	2 162
Passifs financiers courants (en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	363	366	-3
Total	363	366	-3

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 31 décembre 2020, le solde de l'emprunt obligataire est de 614 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017 et prendra fin le 31 juillet 2022.

En Juillet 2020, le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Ce prêt a été classé en passifs financiers non courants car le Groupe va demander son amortissement sur 5 ans, conformément aux options offertes, avec une année de différé. Cette option sera confirmée et validée avec la banque prêteuse (HSBC) avant fin avril 2021.

La dette financière est assortie de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 31 décembre 2020, tous les ratios sont respectés.

Risque de taux

Le PGE supportera un taux fixe, déterminé selon la période de remboursement ou d'amortissement retenu.

La dette financière obligataire du Groupe supporte quant à elle un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

En 2020, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,524% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,555% et plus haut -0,491%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 6 K€ par an supplémentaire en charges financières.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
Avantages du personnel	387	297	90
Total Provisions	387	297	90
Provisions Courantes (en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
Litiges	7	7	-
Total Provisions	7	7	-

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2019	297	7
Dotations	90	-
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-
Au 31 décembre 2020	387	7

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 6 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	31-déc-20	31-déc-19
Taux d'actualisation	0,42%	0,79%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 décembre 2020, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2019).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante en 2020 :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2019	297
Coûts des services rendus	29
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	59
Au 31 décembre 2020	387

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2020 s'élève donc à 90 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 31 décembre 2020.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	31-déc-20	31-déc-19	Variations
Passifs locatifs non courants	952	1 271	-319
Passifs locatifs courants	502	417	85
Produits fiscaux différés non courants	1 476	1 345	131
Produits fiscaux différés courants	738	672	66
Passifs d'impôts différés	201	-	201
Fournisseurs et autres créditeurs	898	678	220
Dettes sociales	868	513	355
Dettes fiscales	1 766	1 107	659
Produits constatés d'avance	4 119	3 149	970
Total autres passifs	11 520	9 152	2 368

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Au 1^{er} janvier 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître *un passif locatif* en contrepartie du droit d'usage activé. Au 31 décembre 2020, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 952 K€ et 502 K€, pour un passif locatif total de 1.454 K€.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2017 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2019, le solde de 2.017 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2017 :	394 K€
- au titre de l'exercice 2018 :	739 K€
- au titre de l'exercice 2019 :	884 K€

Suite aux amortissements constatés en 2020, une reprise de CIR à hauteur de 758 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2017 et diminue le solde au titre de 2018 de 364 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 31 décembre 2020 est de 2.214 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2018 :	375 K€
- au titre de l'exercice 2019 :	884 K€
- au titre de l'exercice 2020 :	955 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2017 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de ceux de 2018, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 à 5 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont de 201 K€ et proviennent du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires (9,7 M€ contre 8,8 M€ de reports à fin 2020), ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe, représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale.

Les fournisseurs et autres créditeurs augmentent au 31 décembre 2020 par rapport à l'exercice précédent, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2020, et ont été réglées en janvier 2021. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture 2020, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 31 décembre 2020 et sa variation.

Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus) proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles, impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 31 décembre 2020 provient (i) de factures établies en fin de période envers un client récurrent (client identique depuis fin 2018 mais avec des montants différents, ce qui explique la variation constatée fin 2020) et (ii) de maintenances 2021 déjà facturées fin 2020.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	3 167	3 167		3 167	
Dettes locatives	1 454	1 454		1 454	
Fournisseurs et autres créiteurs	898	898		898	
Dettes fiscales et sociales	2 634	2 634		2 634	
Produits différés CT/MT	6 534	6 534		6 534	
Total	14 687	14 687	-	14 687	-

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2019

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	1 008	1 008		1 008	
Dettes locatives	1 688	1 688		1 688	
Fournisseurs et autres créiteurs	678	678		678	
Dettes fiscales et sociales	1 620	1 620		1 620	
Produits différés CT/MT	5 166	5 166		5 166	
Total	10 160	10 160	-	10 160	-

A noter que seules les dettes financières, les dettes locatives, les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créiteurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus) ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Le Prêt Garanti par l'Etat donnera lui aussi lieu à un remboursement annuel, dont le taux et le montant seront arrêtés une fois que le Groupe aura validé avec la banque HSBC la durée de remboursement (5 ans, avec 1 année de différé de remboursement du capital).

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie solide (trésorerie brute de 9,5 M€) lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications critiques à destination des administrations et entreprises (**team on the run** et **team on mission**). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc à ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire.

En conséquence, en 2020, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux exercices 2020 et 2019 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
CA France	10 177	6 153	4 024
CA Export	3 780	4 055	-275
dont Europe	1 912	2 085	-173
dont Amériques	1 057	1 267	-210
dont Afrique	537	87	450
dont Moyen Orient	208	516	-308
dont Russie	-	-	-
dont Asie - Pacifique	66	100	-34
TOTAL CA	13 957	10 208	3 749

La répartition géographique des revenus est de 73/27 (France / Export) au titre de l'exercice 2020. Le poids relatif des revenus "France" continue à progresser en 2020, suite notamment aux revenus générés par le partenariat technologique avec Airbus SLC et par le projet PCSTORM. Les succès commerciaux enregistrés par les nouvelles solutions de communication critiques **team on the run** et **team on mission** le sont d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 4.024 K€ suite aux revenus liés au déploiement du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus SLC, mais également par de nouveaux projets interministériels et d'autres projets avec des entreprises privées remportés en 2020.

Le chiffre d'affaires "Export" diminue quant à lui de (275) K€ sur la période :

- (i) Diminution des revenus "Europe" (-173 K€) et "Amériques" (-210 K€) : l'évolution s'explique essentiellement par des ventes de licences réalisées en 2019 et qui sont par nature non récurrentes en 2020.
- (ii) Augmentation des revenus "Afrique" (+450 K€) suite aux déploiements de 2 projets "legacy" avec un nouveau client et un client historique du Groupe.
- (iii) Diminution des revenus "Moyen Orient" (-308 K€) suite au déploiement, en 2019, d'un projet lié aux nouvelles plateformes de communication sécurisée et à la reconnaissance des licences, par nature non récurrente en 2020.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, Le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique « legacy » et ceux issus de son activité « plateforme », relative aux nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit :

(en K€)	31-déc-20	31-déc-19	Variations
CA Plateformes	8 300	4 973	3 327
CA Legacy	5 657	5 235	422
TOTAL CA	13 957	10 208	3 749

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. Cela valide la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel.

9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2020, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 31 décembre 2020, ces ratios sont tous respectés.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2020 (détenion cumulée de 65,5% du capital social et de 76,3% des droits de vote).

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 31 décembre 2020, le montant global d'engagement est de 36,1 K€ contre 21,8 K€ fin 2019.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 367.440 € bruts au titre de l'exercice 2020. Cette rémunération a été versée à hauteur de 239.423 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 128.017 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2019, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 333.575 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 220.112 €, et de la société américaine pour 113.463 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2020.

La situation de crise sanitaire COVID-19 en France et dans le monde entier ouvre une période d'incertitudes importantes, sans que personne ne puisse encore en appréhender, dans le temps, tous les effets économiques et financiers. Cependant, l'activité du Groupe ne devrait pas être impactée de façon significative à court terme.

STREAMWIDE SA – Comptes statutaires annuels au 31 décembre 2020

• **Bilans aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019**

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19	31-déc.-20	31-déc.-19	
Immobilisations incorporelles	41	3	292	292	Capital social
Immobilisations corporelles	140	88	6 137	5 257	Réserves
Immobilisations financières	3 959	3 736	2 830	880	Résultat
ACTIFS IMMOBILISES	4 140	3 827	9 259	6 429	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	307	183	Provisions
Créances clients	9 363	7 752	1 716	23	Emprunts et dettes financières
Autres créances	1 464	1 183	1 420	785	Dettes fournisseurs
Valeurs mobilières de placement	165	1 604	1 483	1 076	Dettes fiscales et sociales
Trésorerie	8 248	2 849	6 757	6 563	Autres dettes
			2 435	1 986	Produits constatés d'avances
			3	170	Ecart de conversion passifs
ACTIFS CIRCULANTS	19 240	13 387	14 121	10 786	TOTAL DETTES
TOTAL ACTIFS	23 380	17 215	23 380	17 215	TOTAL PASSIFS

• **Comptes de résultat 2020 et 2019**

(En K€)	31-déc.-20	31-déc.-19
Ventes de services	9 516	6 773
Ventes de marchandises	-	-
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	9 516	6 773
Autres produits	439	523
Achats de marchandises	-	-53
Variation de stocks	-	-
Charges externes	-7 264	-5 616
Impôts et taxes	-63	-42
Charges de personnel	-1 484	-1 362
Dotations aux amortissements	-63	-35
Dotations aux provisions	-110	-55
Autres charges	-12	-37
RESULTAT EXPLOITATION	959	96
Produits financiers	1 150	47
Charges financières	-105	-99
RESULTAT FINANCIER	1 045	-52
Produits exceptionnels	6	16
Charges exceptionnelles	-6	-6
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	10
Impôts sur les bénéfices	826	826
RESULTAT NET	2 830	880

• **Annexes aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020**

Les notes et tableaux de la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels. L'exercice social, d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

- Total du bilan :	23.380.122 €
- Résultat net (bénéfice) :	2.829.528 €

I GENERALITES

1.1 Présentation de l'activité

La société StreamWIDE SA a démarré son exploitation le 25 janvier 2001. Elle a pour activité historique l'édition de logiciels destinés aux opérateurs télécoms fixes ou mobiles et aux fournisseurs de contenus à valeur ajoutée. Ces logiciels fonctionnent sur des serveurs standards et permettent aux clients de fournir à leurs abonnés des services à valeur ajoutée dans le domaine de la téléphonie et de la vidéo téléphonie. La Société développe également, depuis quelques années, des solutions applicatives tout en un de communication sécurisée en environnements critiques et de management de process, permettant ainsi aux entreprises et administrations de simplifier leur communication tout en numérisant leur activité de manière sécurisée. Ces dernières solutions logicielles s'adressent à des marchés à fort potentiel et représentent maintenant un relais de croissance significatif pour la Société.

La société détient également les titres des différentes filiales formant le Groupe STREAMWIDE (notamment StreamWIDE France, StreamWIDE Inc, StreamWIDE Romania, StreamWIDE Beijing, StreamWIDE Tunisia et StreamWIDE Singapore).

La société a été admise sur le marché Growth d'Euronext Paris (ex Alternext) le 16 novembre 2007.

1.2 Evènements significatifs de l'exercice

Crise sanitaire Covid-19 :

L'épidémie de la Covid-19, déclarée par l'Organisation Mondiale de la Santé comme une pandémie le 11 mars 2020, a eu et continue d'avoir un impact sur l'économie mondiale.

Le Groupe a déployé un plan global de continuité d'activité dès les premières annonces gouvernementales, dont voici les principaux éléments :

- Le télétravail a été mis en place dans toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères (Europe, Afrique, Etats-Unis et Asie), et aucun recours aux mesures de chômage partiel n'a donc été nécessaire ;
- Les mesures d'aides économiques locales ont été utilisées par le Groupe pour assurer et optimiser les flux financiers court terme, avec notamment pour StreamWIDE SA le remboursement anticipé du Crédit d'Impôt Recherche 2019 de 820.441 € et l'obtention auprès de la banque HSBC d'un prêt garantie par l'Etat (PGE) de 1.693.000 € ;
- Coordination globale et locale de l'activité afin d'assurer tous les services du Groupe et de respecter tous ses engagements envers ses clients et partenaires.

Toutes les équipes ont démontré leurs compétences dans cet environnement complexe et incertain, ce qui, associé à la résilience du portefeuille client, a permis d'assurer tous les engagements, internes et externes, du Groupe.

L'activité du Groupe n'a donc pas été impactée en 2020 par la crise sanitaire mondiale de la Covid-19.

Autres évènements significatifs :

La Société et sa filiale StreamWIDE France SAS ont mis en place un accord d'intéressement, signé le 7 juillet 2020, pour la période 2020 à 2022. A ce titre, et pour les salariés de la Société, une provision de 47.962 € a été comptabilisée dans les comptes annuels 2020 de la Société.

1.3. Evènements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020.

Outre les incertitudes liées à l'évolution de la crise Covid-19, il n'existe pas, à la connaissance de la Société, d'éléments ou évènements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes au 31 décembre 2020.

II REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

2.1. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est survenu au cours de l'exercice.

2.2. Traitement comptable des frais d'augmentation du capital

Les frais d'augmentation du capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation à laquelle ils sont liés (Code du commerce article L 232-9).

2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) *Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires :*

Le poste "Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires" est principalement constitué de licences de logiciels acquises. Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée à un an.

b) *Frais de recherche et développement*

En application des règles relatives aux actifs, les coûts de développement doivent, selon la méthode préférentielle, être immobilisés lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et qu'ils respectent les critères listés par la réglementation.

La Société n'applique pas la méthode préférentielle. Elle comptabilise les coûts de développement dans les charges de l'exercice.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition, majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires, en fonction de leur durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations techniques :	10 ans
- Agencements :	10 ans
- Matériel de bureau et informatique :	3 ans
- Mobilier :	10 ans

d) Option fiscale

Les frais d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.4. Immobilisations financières

Les titres immobilisés sont valorisés au prix d'acquisition et sont éventuellement dépréciés compte tenu de l'utilité que les participations présentent pour la Société, ou de leur valeur probable de négociation.

Option fiscale

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

2.5. Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, ramenées à leur valeur probable de réalisation par voie de dépréciation en fonction des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.7. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable.

2.8. Reconnaissance du chiffre d'affaires

a) *Redevances sur logiciels*

Les revenus liés à la cession ou la concession de droits d'accès aux plateformes logicielles de STREAMWIDE à des opérateurs de téléphonie, à des fournisseurs d'accès Internet, à des administrations ou à des entreprises, sont comptabilisés à la date de mise à disposition par STREAMWIDE des moyens d'accès (licences d'utilisation).

b) *Prestations de services*

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services, autres que la maintenance, est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client. Les prestations de maintenance sont comptabilisées prorata temporis en fonction de la période couverte par les prestations.

Le chiffre d'affaires relatif à des prestations réalisées, acceptées et non encore facturées est comptabilisé en factures à établir. Inversement, la fraction de chiffre d'affaires facturée à la clôture de l'exercice et correspondant à une période ultérieure à la date de clôture de l'exercice, est portée au passif du bilan sous la rubrique "Produits constatés d'avance".

c) *Ventes de marchandises*

Le chiffre d'affaires est enregistré dans le compte de résultat lors du transfert de propriété.

2.9. Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits et charges qui résultent d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités de l'entreprise, et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

2.10. Indemnité de départ en retraite

Les modalités de détermination de ces indemnités sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode des droits projetés ;
- Age de départ en retraite retenu : 67 ans ;
- Application d'un taux de turn over fort dégressif selon l'âge ;
- Application d'un taux de progression des salaires de 3 % l'an ;
- Actualisation au taux de 0,42 % ;
- Utilisation de la table de mortalité INSEE 2019 ;
- Application de la convention collective "Bureaux d'études techniques".

La formule de calcul est la suivante :

- Droits acquis par le salarié (x) probabilité pour l'entreprise de verser ces droits (x) actualisation (x) coefficient de charges sociales.
- Le calcul des droits acquis par le salarié correspond à : pourcentage du salaire annuel brut estimé en fin de carrière, en fonction de l'ancienneté finale.
- La probabilité pour l'entreprise de verser les droits s'établit comme suit : probabilité de rester en vie (x) probabilité de rester dans l'entreprise.

L'indemnité de fin de carrière est appréciée pour toutes les personnes bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, présentes à la clôture de l'exercice.

L'engagement de la société, ainsi déterminé, s'élève à 224.196 € au 31 décembre 2020, contre 180.576 € au 31 décembre 2019. Il est comptabilisé en provision pour charges.

2.11. Intégration fiscale

La Société a opté avec sa filiale StreamWIDE France SAS pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012.

L'économie d'impôt, ou la charge d'impôt supplémentaire, égale à la différence entre la somme des impôts qui auraient dû être versés par chacune des sociétés du Groupe, si elles avaient payé elles-mêmes leur impôt, et l'impôt versé en raison du résultat d'ensemble, constitue pour la société tête du groupe fiscal (StreamWIDE SA) un profit ou une charge enregistré au poste "Impôts sur les bénéfices".

III COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS ET AUTRES INFORMATIONS

3.1. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Logiciels	160 263	53 113		213 376
Total	160 263	53 113	0	213 376

Amortissements

En €	31/12/2019	Dotations	Diminutions	31/12/2020
Logiciels	157 262	15 168		172 430
Total	157 262	15 168	0	172 430

Valeurs nettes

En €	31/12/2019	31/12/2020
Logiciels	3 000	40 946
Total	3 000	40 946

3.2. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Installations techniques	45 724			45 724
Agencements	82 905	23 227		106 132
Matériel de bureau et informatique	252 705	77 701		330 407
Mobilier	10 532			10 532
Total	391 866	100 928	0	492 794

Amortissements

En €	31/12/2019	Dotations	Diminutions	31/12/2020
Installations techniques	42 963	1 979		44 942
Agencements	67 775	3 850		71 624
Matériel de bureau et informatique	183 743	42 108		225 852
Mobilier	9 687	150		9 836
Total	304 167	48 086	0	352 254

Valeurs nettes

En €	31/12/2019	31/12/2020
Installations techniques	2 761	782
Agencements	15 131	34 508
Matériel de bureau et informatique	68 962	104 555
Mobilier	845	695
Total	87 699	140 540

3.3. Tableau des filiales et participations

Filiales	Pays	Pourcentage de détention	31/12/2020		31/12/2019	
			Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000	40 000	40 000
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275	213 275	213 275
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1	1	1
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518	3 050 518	3 050 518
Streamwide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865	4 865	4 865
Streamwide UK Limited	Royaume Uni	100,00%	1	1	1	1
Bzoo Networks Limited	Royaume Uni	100,00%	1	1	1	1
Streamwide PTE LTD	Singapour	100,00%	65	65	65	65
Total			3 308 726	3 308 726	3 308 726	3 308 726

Les titres de participation et les comptes courants des filiales ne sont pas dépréciés, aucune perte de valeur n'ayant été identifiée 31 décembre 2020.

Les informations relatives aux principales filiales sont les suivantes :

Dernier exercice clos (en €)	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE
	Romania	Beijing	Inc	France	Tunisie	PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	560 529	87 263	-1 648 190	3 730 681	424 220	-90 496
Résultat net comptable	171 827	-2 064	-283 593	713 165	11 939	-2 461
Chiffre d'affaires	3 726 855	192 443	1 057 347	4 461 459	1 353 880	81 324
Avances consenties à la filiale	241 281		204 246			131 903
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				6 676 486		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

Les filiales StreamWIDE UK Limited et Bzoo Networks Limited n'ont toujours pas démarré leur activité au 31 décembre 2020. Aucun flux significatif n'a donc été enregistré sur la période. Ces sociétés seront dissoutes en 2021.

Le résultat net comptable et le chiffre d'affaires des filiales sont convertis au cours moyen.

Le capital des filiales est mentionné au cours historique, soit au montant figurant dans les comptes de StreamWIDE SA au poste participations (filiales détenues à 100 % depuis leur création).

Les autres éléments sont convertis au cours de clôture constaté au 31 décembre 2020.

3.4. Stocks de marchandises

Il n'existe aucun stock de marchandise au 31 décembre 2020.

3.5. Etat des créances et des dettes

Créances

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	599 891		599 891
Autres immobilisations financières	49 669		49 669
Clients douteux ou litigieux	11 129		11 129
Autres créances clients	9 362 431	9 362 431	
Personnel et comptes rattachés	9 630	9 630	
Organismes sociaux	1 863	1 863	
Impôt sur les bénéfices	885 703	885 703	
Taxe sur la valeur ajoutée	141 634	141 634	
Autres impôts taxes et versements assimilés	53	53	
Débiteurs divers	3 400	3 400	
Charges constatées d'avance	259 263	259 263	
Total	11 324 664	10 663 976	660 688

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices sont essentiellement représentées par les sommes à recevoir au titre du Crédit d'Impôt en faveur de la Recherche :

Périodes (en €)	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Exercice 2019	820 441		820 441	0
Exercice 2020	0	855 703		855 703
Total	820 441	855 703	820 441	855 703

Le Crédit d'Impôt Recherche 2019 a été remboursé en mai 2020. Le Crédit d'Impôt Recherche 2020 fera l'objet d'une demande de remboursement conformément aux dispositions prévues pour les PME au sens communautaire.

Dettes

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès établi crédit	1 693 595	595	1 693 000	
Emprunts et dettes financières divers	22 190			22 190
Fournisseurs et comptes rattachés	1 419 801	1 419 801		
Personnel et comptes rattachés	123 766	123 766		
Organismes sociaux	87 748	87 748		
Impôt sur les bénéfices	35 987	35 987		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 195 860	1 195 860		
Autres impôts et taxes	39 747	39 747		
Dettes sur immobilisations	6 372	6 372		
Groupe et associés	6 751 620	6 751 620		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	2 434 640	2 434 640		
Total	13 811 325	12 096 135	1 693 000	22 190

Les dettes "Groupe et associés" correspondent au compte courant envers la filiale StreamWIDE France SAS qui enregistre les opérations d'exploitation entre les deux sociétés, et au compte courant d'intégration fiscale de cette filiale.

3.6. Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Le bilan ne comprend aucune créance et/ou dette de cette nature.

3.7. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	31/12/2020	31/12/2019
Actions propres (contrat de liquidité)	164 308	72 285
Actions propres (programme de rachat)	950	1 532 014
Total actions propres	165 258	1 604 299
Valeur liquidative	186 906	2 083 797

L'Assemblée Générale du 29 juin 2009 de la société StreamWIDE SA a délégué au conseil d'administration la mise en place d'un programme de rachats d'actions dans le cadre d'un contrat de liquidité pour l'animation du marché du titre de la Société. L'Assemblée Générale du 24 juin 2016 a renouvelé cette autorisation et a élargie cette autorisation aux rachats d'actions pour la mise en place de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société et aux rachats d'actions en vue de l'attribution ou de la cession d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au titre de leur participation aux fruits de l'expansion, ou pour l'annulation de tout ou partie des actions rachetées. L'Assemblée Générale du 26 juin 2020 a reconduit cette autorisation.

Le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2020 s'élève à 7.301, soit 0,25% du total des actions de la Société. Les comptes de liquidité associés (ouverts auprès d'Oddo) présentent un solde de 368.133 € au 31 décembre 2020.

Un compte courant rémunéré a été ouvert auprès d'HSBC le 9 novembre 2010. Son solde s'élève à 5.250.000 € au 31 décembre 2020, hors intérêts. Il est inscrit dans la rubrique "Disponibilités". Ce compte courant est utilisé tout au long de l'année pour gérer les excédents de trésorerie courante constatés en cours de période.

Le solde du poste « Disponibilités » au 31 décembre 2020 est composé de comptes courants bancaires ouverts auprès de la Société Générale (1.185.087 €) et de HSBC (1.444.728 €).

3.8. Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2020	31/12/2019
Provision indemnité fin de carrière	224 196	180 576
Provision pour perte de change	82 877	2 594
Total	307 073	183 170

L'utilisation des provisions s'analyse comme suit :

En €	Montant 31/12/2019	Dotations	Reprises		Montant 31/12/2020
			Utilisée	Non utilisée	
Provision indemnité fin de carrière	180 576	43 620			224 196
Provision pour perte de change	2 594	82 877	2 594		82 877
Total	183 170	126 497	2 594	0	307 073

3.9. Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer

En €	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts et dettes auprès des établ crédit	595	1 169
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	631 862	319 095
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 265	
Dettes fiscales et sociales	185 731	131 725
Autres dettes	75 134	82 115
Total	894 587	534 103

Produits à recevoir

En €	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations	5 042	2 187
Créances clients et comptes rattachés	3 146 120	1 966 466
Autres créances	3 452	141
Total	3 154 614	1 968 794

3.10. Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance

En €	31/12/2020	31/12/2019
Charges d'exploitation	259 263	201 835
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	259 263	201 835

Produits constatés d'avance

En €	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation	2 434 640	1 985 613
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	2 434 640	1 985 613

Les produits constatés d'avance ne sont pas, par nature, récurrents. Leur évolution ne peut donc pas être mise en relation directe avec le niveau d'activité mais seulement avec le calendrier de certaines commandes et des facturations liées.

3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

En €	31/12/2020			31/12/2019		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises			0	47 587		47 587
Redevances sur logiciels	3 494 443	629 007	4 123 450	1 962 532	472 742	2 435 274
Services	3 591 624	1 026 396	4 618 020	2 180 844	1 259 589	3 440 433
Prestations groupe	774 782	0	774 782	849 737	0	849 737
Total	7 860 849	1 655 403	9 516 252	5 040 700	1 732 331	6 773 031

3.12. Intégration fiscale

La Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France SAS, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1er janvier 2012.

Au 31 décembre 2020, l'intégration fiscale ne génère aucune charge ni économie d'impôt dans les comptes de StreamWIDE SA.

3.13. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En €	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant avant impôt	2 003 812	-35 987	1 967 825
Résultat exceptionnel			0
Crédit d'impôt recherche		855 703	855 703
Crédit d'impôt mécénat		6 000	6 000
Total	2 003 812	825 716	2 829 528

3.14. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

La situation fiscale différée, non comptabilisée, se traduit par un allègement de la dette future d'impôt.

En €	Bases	Impôt à 26,50 %
Provision indemnité fin de carrière	224 196	59 412
Ecart de conversion passif	3 201	848
Total	227 397	60 260

Les déficits fiscaux en report s'analysent comme suit :

En €	31/12/2020	31/12/2019
Déficits propres à StreamWIDE nés antérieurement à l'intégration fiscale	0	1 288 976
Déficits du groupe : intégration fiscale	8 750 276	9 879 892

3.15. Résultat exceptionnel

En €	31/12/2020
Reprise provision dépréciation crédit d'impôt mécénat 2015	6 000
Produits exceptionnels	6 000
Crédit d'impôt mécénat 2015 non récupérable	6 000
Charges exceptionnelles	6 000
Résultat exceptionnel	0

3.16. Evolution des capitaux propres et du capital social

a) Evolution des capitaux propres avant résultat 2020

En €	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat 2019	Total
Situation au 31 décembre 2019	291 750	7 931 185	-2 674 282	880 343	6 428 995
Affectation du résultat 2019			880 343	-880 343	0
Situation au 31 décembre 2020	291 750	7 931 185	-1 793 939	0	6 428 995

b) Evolution du capital social

Le capital social, entièrement libéré, est composé de 2.917.499 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché Growth d'Euronext Paris. Il n'a pas enregistré d'évolution en 2020.

Le conseil d'administration du 19 juin 2015 a décidé, conformément aux délégations qui lui ont été données par l'Assemblée Générale du même jour, de procéder à l'émission de bons de souscriptions d'actions (BSA). L'Assemblée Générale du 22 juin 2018 a décidé de prolonger la période de conversion des BSA 2 et BSA 3, les BSA 1 étant, quant à eux, devenus caducs le 1^{er} juillet 2018.

Nature des BSA	Nombre de BSA émis	Prix de souscription des BSA	Période de conversion en actions (4)	Nombre de BSA pour une action	Prix de souscription des actions
BSA 1 (1)	3 016 391	Gratuit	Du 01/07/2015 au 01/07/2018	15	14 €
BSA 2 (2)	2 002 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2021	15	14 €
BSA 3 (3)	322 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2021	15	14 €

(1) Emission au profit de l'ensemble des actionnaires. BSA caducs au 01/07/2018

(2) Emission au profit des cadres, dirigeants et salariés de la société et des sociétés liées

(3) Emission au profit de bénéficiaires dénommés

(4) Après décision de prolongation de l'assemblée générale du 22/06/2018

Le prix de souscription des BSA 2 et BSA 3 a été inscrit au poste "Prime d'émission" pour 16.275 €.

Les BSA exercés depuis leur émission sont les suivants :

Années	Nombre de BSA convertis	Catégorie des BSA convertis	Nombre d'actions créées	Augmentat° de capital	Prime d'émission
2015	30	BSA 1	2	0,20	27,80
2016	3 045	BSA 1	203	20,30	2 821,70
2017	90	BSA 1	6	0,60	83,40
2018	825	BSA 1	55	5,50	764,50
Total	3 990		266	26,60	3 697,40

Au décembre 2020, suite aux départs de certains salariés et à l'exercice de 3.990 BSA 1, le nombre de BSA restant à exercer est de 2.242.500, soit 149.500 actions nouvelles potentielles si tous les BSA venaient à être exercés, représentant 5,12% du capital social actuel.

3.17. Emprunts bancaires

Le 23 juillet 2020 la banque HSBC a consenti à la Société un prêt garanti par l'Etat (PGE), non rémunéré, d'un montant de 1.693.000 €.

Le remboursement de cet emprunt est in fine le 8 août 2021, mais la Société va très probablement utiliser l'option d'un amortissement sur 5 ans avec une année de différé. Cette option sera validée avec la banque prêteuse HSBC d'ici fin avril 2021. Aussi, ce prêt a été mentionné dans les dettes à plus d'un an et à 5 ans au plus au paragraphe 3.5.

3.18. Frais de développement

Les frais de développement comptabilisés en charge de l'exercice (qui auraient été activés si la Société appliquait la méthode préférentielle) s'élèvent à 4.668.143 €, contre 3.407.079 € au titre de l'exercice précédent.

3.19. Ecart de conversion

Les écarts de conversion actifs et passif s'analysent comment suit :

En €	31/12/2020		31/12/2019	
	Ecart actifs	Ecart passifs	Ecart actifs	Ecart passifs
Comptes clients	59 948	656		166 382
Comptes fournisseurs		2 545		3 128
Comptes courants	22 928		2 594	21
Total	82 877	3 201	2 594	169 531

3.20. Transferts de charges

En €	31/12/2020
Refacturation frais divers aux sociétés du groupe	264
Transferts de charges d'exploitation	264
Transferts de charges financiers	0
Transferts de charges exceptionnels	0
Total	264

3.21. Identité de la société consolidante

StreamWIDE SA n'est pas consolidée par une autre entité. Elle est la société mère du Groupe consolidé.

3.22. Rémunérations allouées aux dirigeants sociaux

Les rémunérations des membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élèvent à 239.423 € bruts au titre de l'exercice 2020, contre 220.112 € au titre de l'exercice 2019.

3.23. Effectif moyen

Catégories	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	10	10
Total	10	10

3.24. Opérations hors bilan

3.24.1. Engagements financiers

a) *Garanties données sur l'emprunt obligataire émis par la filiale StreamWIDE France SAS*

Dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par sa filiale StreamWIDE France SAS en juillet 2013, StreamWIDE SA a donné les garanties suivantes sur le remboursement du nominal (1.800.000 €) et le paiement des intérêts, commissions, frais et accessoires :

- caution solidaire à première demande
- nantissement de son fonds de commerce

Ces engagements sont donnés jusqu'au terme de l'emprunt obligataire, soit le 31 juillet 2022.

b) *Garanties données en faveur des clients*

La société n'a aucun engagement de cette nature au 31 décembre 2020.

3.24.2. Autres opérations non inscrites au bilan

La Société n'a conclu aucune opération de cette nature.

3.25. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En €	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		3 308 726
Créances rattachées à des participations		599 891
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		6 461 765
Autres créances		
Capital souscrit non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		22 190
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		792 558
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		6 751 620
<hr/>		
Produits financiers		2 855
Charges financières		75 134
<hr/>		

3.26. Informations sur les transactions avec les parties liées

L'information sur les transactions réalisées avec les parties liées n'est pas communiquée conformément aux dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce :

- Les filiales sont toutes détenues à 100 %.
- Aucune opération de cette nature n'existe avec les actionnaires et/ou dirigeants.